

## PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1  
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT5052848

<b>SUBMISSION TYPE:</b>	NEW ASSIGNMENT	
<b>NATURE OF CONVEYANCE:</b>	ASSIGNMENT	
<b>CONVEYING PARTY DATA</b>		
	<b>Name</b>	<b>Execution Date</b>
	E(YE)BRAIN	02/09/2016
<b>RECEIVING PARTY DATA</b>		
<b>Name:</b>	SURICOG, SAS	
<b>Street Address:</b>	130 RUE DE LOURMEL	
<b>City:</b>	PARIS	
<b>State/Country:</b>	FRANCE	
<b>Postal Code:</b>	75015	
<b>PROPERTY NUMBERS Total: 4</b>		
<b>Property Type</b>	<b>Number</b>	
<b>Application Number:</b>	13258033	
<b>Application Number:</b>	14236650	
<b>Application Number:</b>	14648589	
<b>Application Number:</b>	13639121	
<b>CORRESPONDENCE DATA</b>		
<b>Fax Number:</b>	(703)685-0573	
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>		
<b>Phone:</b>	7035212297	
<b>Email:</b>	NLeta@young-thompson.com	
<b>Correspondent Name:</b>	YOUNG & THOMPSON	
<b>Address Line 1:</b>	209 MADISON STREET, SUITE 500	
<b>Address Line 4:</b>	ALEXANDRIA, VIRGINIA 22314	
<b>ATTORNEY DOCKET NUMBER:</b>	0543-1065 ET AL.	
<b>NAME OF SUBMITTER:</b>	ERIC JENSEN	
<b>SIGNATURE:</b>	/ERIC JENSEN/	
<b>DATE SIGNED:</b>	07/16/2018	
<b>Total Attachments: 47</b>		
source=ASSMT_EYEBRAIN to SURICOG#page1.tif		
source=ASSMT_EYEBRAIN to SURICOG#page2.tif		
source=ASSMT_EYEBRAIN to SURICOG#page3.tif		

source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page4.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page5.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page6.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page7.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page8.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page9.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page10.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page11.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page12.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page13.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page14.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page15.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page16.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page17.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page18.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page19.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page20.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page21.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page22.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page23.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page24.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page25.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page26.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page27.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page28.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page29.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page30.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page31.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page32.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page33.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page34.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page35.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page36.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page37.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page38.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page39.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page40.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page41.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page42.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page43.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page44.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page45.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page46.tif  
source=ASSMT\_EYEBRAIN to SURICOG#page47.tif

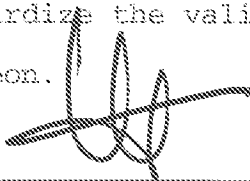
VERIFICATION OF A TRANSLATION

I, the below-named translator, hereby declare that:

My name and post office address are as stated below:

I am knowledgeable in the French and English languages, and that I believe the English translation attached hereto is a true and accurate translation of accompanying French document.

I hereby declare that all statements made herein of my own knowledge are true and that all statements made on information and belief are believed to be true; and further that these statements were made with the knowledge that willful false statements and the like so made are punishable by fine or imprisonment, or both, under Section 1001 of Title 18 of the United States Code, and that such willful false statements may jeopardize the validity of the application or any patent issued thereon.



Date: 18/06/2018

\_\_\_\_\_  
Name: Marion TERTRAIS

Address: 11 RUE SAINT GEORGES - 75009 PARIS - FRANCE

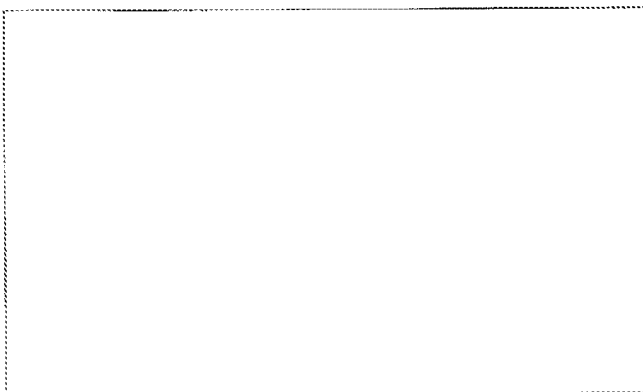
---

**ACTE DE CESSION D'ENTREPRISE**

*(Articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce)*

---

Cadre réservé à l'enregistrement



Handwritten initials: "G" and "DL" above "mzi".

## SOMMAIRE

1.	OBJET .....	8
2.	PROPRIÉTÉ – JOUISSANCE .....	8
3.	ÉLÉMENTS COMPOSANT LE FONDS CÉDÉ .....	9
4.	CONTRATS DE TRAVAIL.....	12
5.	ACQUIESCEMENT.....	12
6.	ORIGINE DE PROPRIÉTÉ .....	13
7.	DROIT DE PRÉEMPTION COMMERCIAL .....	13
8.	CHARGES ET CONDITIONS .....	13
9.	COMPTES PRORATA.....	14
10.	DISPENSE DE DÉCLARATION SUR LES CHIFFRES D'AFFAIRES ET RÉSULTATS ET DE PRÉSENTATION ET DE VISA DES LIVRES COMPTABLES.....	14
11.	DÉCLARATIONS DU CÉDANT .....	15
12.	ARCHIVES .....	15
13.	DÉCLARATIONS DU CESSIONNAIRE .....	16
14.	PRIVILÈGE – PURGE – MAINLEVÉE – SÉQUESTRE – OPPOSITION.....	17
15.	DÉCLARATION DU RÉDACTEUR.....	17
16.	PUBLICITÉ – FORMALITÉS LÉGALES ET FISCALES – FRAIS .....	18
17.	AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ .....	19
18.	ÉLECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATION.....	19
19.	LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE.....	20
	LISTE DES ANNEXES.....	21

4 DL  
mm

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

- (1). SELASU David LACOMBE, prise en la personne de Maître David LACOMBE, administrateur judiciaire inscrit sur la liste nationale, domicilié en son étude sise 4, Place de Wagram – 75017 Paris,

Ci-après dénommé, l'« Administrateur Judiciaire » ou « Maître LACOMBE »,

Agissant aux fins des présentes en sa qualité d'Administrateur Judiciaire de la société :

E(YE) BRAIN, société anonyme à conseil d'administration, au capital de 535.060,40 euros, dont le siège social est sis 1 bis, rue Jean Le Galleu – 94200 Ivry-sur-Seine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 502 400 419, et représentée par l'Administrateur Judiciaire ci-dessus désigné,

Ci-après dénommée, la « SA E(YE) BRAIN » ou le « Cédant »,

Fonction à laquelle il a été nommé aux termes du Jugement de Sauvegarde, (tel que ce terme est défini ci-après), maintenu en ces fonctions aux termes du Jugement de Redressement Judiciaire (tel que ce terme est défini ci-après) avec mission d'assistance et spécialement habilité aux fins des présentes aux termes du Jugement de Cession (tel que ce terme est défini ci-après),

D'UNE PART,

ET :

- (2). SURICOG, société par actions simplifiée, au capital de 22.200 euros, dont le siège social est sis 130, rue de Lourmel – 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 793 041 310, et représentée par Monsieur Marc MASSONEAU, agissant aux fins des présentes en qualité de président, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée, la « SAS SURICOG » ou le « Cessionnaire »,

D'AUTRE PART,

Le Cédant et le Cessionnaire seront ci-après dénommés individuellement la « Partie » et, ensemble, les « Parties ».

EN PRÉSENCE DE :

- (3). Monsieur Marc MASSONEAU, né le 20 février 1959 à Oujda (Maroc), de nationalité française, demeurant 27, rue des Ecoles à Tillières-sur-Avre (27520),

ET :

- (4). Monsieur Vincent Hugues Emile MIALET, né le 13 décembre 1969 à Paris (75015), de nationalité française, demeurant au 8C Ch du Clos-Alpestre, 1222 Vevrieraz (Suisse),

Monsieur MASSONEAU et Monsieur MIALET seront ci-après dénommés ensemble, les « Personnes Tenues à l'Exécution du Plan ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- (A) La SA E(YE) BRAIN exploitait une activité de recherche, développement et commercialisation d'outils informatisés pour le diagnostic des maladies neurologiques, qui forme l'entreprise objet de la présente cession partielle d'entreprise, conformément aux dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce (ci-après, le « Fonds »).
- (B) Suivant jugement en date du 05 août 2015, le Tribunal de commerce de Créteil a ouvert une procédure de sauvegarde au bénéfice de la SA E(YE) BRAIN (ci-après, le « Jugement de Sauvegarde »).
- (C) Le Jugement de Sauvegarde a désigné :
- (i) Monsieur Didier RENOULT, en qualité de juge-commissaire (ci-après, le « Juge-Commissaire »),
  - (ii) La SELASU David LACOMBE, prise en la personne de Maître David LACOMBE, en qualité d'administrateur judiciaire, et
  - (iii) Maître Gilles PELLEGRINI, mandataire judiciaire inscrit sur la liste nationale, dont l'étude est sise 4, le Parvis de Saint-Maur -- 94106 Saint-Maur-des-Fossés, en qualité de mandataire judiciaire (ci-après, le « Mandataire Judiciaire »),

étant ici précisé que les créanciers ont été invités à produire leurs titres de créances entre les mains du Mandataire Judiciaire dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication du Jugement d'Ouverture au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales.

- (D) Compte tenu du faible volant de trésorerie et des difficultés de la SA E(YE) BRAIN, Maître LACOMBE a lancé un appel d'offres qui a débuté en septembre 2015 pour se terminer le 09 octobre 2015 et procédé aux publicités prévues par la Loi afin de susciter des offres de reprise (Annexe I).
- (E) Suivant jugement en date du 18 novembre 2015, le Tribunal de commerce de Créteil a converti la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire afin de pouvoir examiner les offres de reprises en plan de cession totale (ci-après, le « Jugement de Redressement Judiciaire »).
- (F) Le Jugement de Redressement Judiciaire a maintenu les organes de la procédure et confié à Maître LACOMBE, *en-qualité*, la mission d'assister la SA E(YE) BRAIN.
- (G) La SAS SURICOG a adressé à l'Administrateur Judiciaire, le 09 octobre 2015, une offre de reprise (ci-après, l'« Offre Initiale ») (Annexe II).
- (H) L'Offre Initiale a été améliorée une première fois par courrier de son conseil en date du 20 octobre 2015 (Annexe III), puis une deuxième fois, le 09 novembre 2015 (ci-après, ensemble, l'« Offre Améliorée ») (Annexe IV).
- (I) L'Offre Améliorée a fait l'objet d'un courrier du conseil la SAS SURICOG en date du 03 décembre 2015 et d'une note complémentaire en date du 04 décembre 2015, lesquels forment avec l'Offre Initiale et l'Offre Améliorée, l'« Offre Finale ») (Annexe V).
- (J) L'Administrateur Judiciaire a procédé à la présentation des offres de reprise lors de l'audience qui s'est tenue le 09 décembre 2015 devant le Tribunal de commerce de Créteil.

- (K) Suivant jugement en date du 16 décembre 2015, le Tribunal de commerce de Créteil a ordonné, conformément aux dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, la cession partielle des actifs corporels et incorporels de la SA E(YE) BRAIN au profit de la SAS SURICOG, dirigée par Monsieur Marc MASSONEAU, selon les termes de l'Offre Finale et les modalités énoncées dans celle-ci et conformément aux déclarations faites en Chambre du Conseil (ci-après, le « Jugement de Cession »).
- (L) Le dispositif du Jugement de Cession, dont une copie figure en Annexe VI, est intégralement reproduit ci-après :

#### PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré, statuant par jugement contradictoire en premier ressort,

Sur le rapport du juge-commissaire,

Vu l'avis du ministère public,

Vu les articles L. 631-22 et suivants du Code de commerce,

Arrête la cession de la SA EYE BRAIN - 1 bis rue Jean Le Galieu 94200 IVRY SUR SEINE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CRETEIL sous le numéro 502400419 B572,

En faveur de la société SURICOG, société par actions simplifiée au capital de 22.200€ dont le siège social est situé 130 rue de Louneuil 75015 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 793041310,

Aux conditions qui suivent :

- Prix : 65.000 euros hors taxes, hors droits, hors frais et honoraires, ventilé comme suit :

- éléments incorporels : 50.000 euros,

- éléments corporels : 15.000 euros,

Désigne Me DIGARD/ PESTEL CEBORD en tant que commissaire-priseur,

Stocks : 25% de la valeur d'achat selon inventaire réalisé par le commissaire-priseur,

Ordonne le transfert en application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du Travail des 4 contrats de travail correspondants aux postes suivants :

- 1 commercial,
- 1 assistant de recherche,
- 1 ingénieur développement informatique,
- 1 directeur R et D et technique,

Dit que le cessionnaire prend en charge la totalité des congés payés et droits acquis dus aux salariés transférés,

Autorise le licenciement pour motif économique des 4 salariés dont les contrats de travail correspondent aux postes suivants :

- 1 charge marketing et communication,
- 1 technicien SAV,
- 1 directeur scientifique,
- 1 secrétaire général,



Dit que la somme de 65.000€ versée par le cessionnaire entre les mains de l'administrateur, est spécialement affectée à la garantie de bonne fin de l'ensemble des engagements pris au titre de l'offre.

Dit qu'en cas de défaillance du cessionnaire, pour quelques motifs que ce soit, en particulier s'il ne régularisait pas l'acte de cession dans un délai de deux mois, la somme totale du prix de cession resterait acquise à la procédure à titre de dommages et intérêts.

Ordonne en application de l'article L. 642-7 du Code de Commerce la cession des contrats suivants :

Ensemble des études cliniques
Contrat de collaboration n° 08025A10
Avenant 1 - Contrat 08025A10
Avenant 2 - Contrat 08025A10
Avenant 3 - Contrat 08025A10
Avenant 4 - Contrat 08025A10
Avenant 5 - Contrat 08025A10
Avis CPP13218
Contrat de recherche ICM n° 130307A
Avis CPP
Facture LYLO - CHU Bordeaux
Avis CPP
Avis CPP - Avenant contrat de recherche ICM n° 130307A
Contrat de recherche COCTDAH - Rouffach
Avis CPP
Eurostars - CONSORTIUM AGREEMENT - SIGNED
VERSION
Avis CPP
Avis CPP
HealthPAC
Consortium agreement Enhance H2020 2014.12.16
UCSF
Contrat de fabrication STAE 2014-12-18
Medical Device Agreement
Contrat LNE GMED 2014.07.01
Avenant contrat SQ 5 - LNE - EYEBRAIN 2014.12.12
Marchandises transportées
Assurances Responsabilité civile
Conditions générales Promoteur recherches biomédicales
Adhésion projet Diagdys
Adhésion projet Moddoc
Adhésion projet Straboc
Adhésion projet Stimang
Emailing - MailChimp
Noms de domaine OVH
Novéo - Développement informatique
Serveur SoYouStart
Stratégique (qualité)
Easyredmine
Salesforce
Neuroline - Distributeur Suisse
Lempereur (Benelux)

Dit que les autres contrats ne sont pas repris,

Fixe l'entrée en jouissance au jour du prononcé du présent jugement.

Désigne M. Marc MASSONNEAU et M. Vincent MIALET es qualités pour le compte de la société SURICOG comme tenus d'exécuter le plan, leur donne acte des engagements qu'il a pris à cet égard, en particulier d'un apport complémentaire de 100.000 euros dans un délai de 6 mois,

Dit que les frais, droits et honoraires fixés et calculés en sus restent à la charge du cessionnaire,

Maintient M. Didier RENCULT, juge-commissaire, jusqu'à la reddition définitive des comptes du liquidateur,

Maintient Me David LACOMBE, administrateur judiciaire, avec la mission prévue à l'article L. 831-22 du Code de commerce jusqu'à la régularisation des actes de cession,

Maintient Me Gilles PELLEGRINI comme mandataire judiciaire jusqu'à la régularisation des actes de cession, fin de la procédure de vérification des créances et au compte rendu de fin de mission.

Dit que les dépenses seront employées en frais privilégiés de recouvrement judiciaire.

11<sup>ème</sup> et dernière page

Pour le président empêché

J. DANJON

- (M) Il est ici précisé que la citation partielle du Jugement de Cession au préambule de l'Acte de Cession (tel que ce terme est défini ci-après) n'a pas pour effet d'en altérer les dispositions, chacune des Parties déclarant vouloir se référer au Jugement de Cession dans son intégralité.
- (N) Le Jugement de Cession a désigné l'Administrateur Judiciaire, lui conférant le pouvoir d'effectuer les actes nécessaires à la réalisation de la Cession (tel que ce terme est défini ci-après).
- (O) Conformément aux dispositions des articles L. 642-5 et R. 661-1 du Code de commerce, le Jugement de Cession est opposable à tous et exécutoire de plein droit à titre provisoire.
- (P) Suivant jugement en date du 20 janvier 2016 (Annexe VIII), le Tribunal de commerce de Créteil a prononcé la liquidation judiciaire de la SA E(YE) BRAIN et nommé Maître Gilles PELLEGRINI en qualité de liquidateur (ci-après, le « Liquidateur »).
- (Q) Ce sont dans ces conditions que les Parties se sont rapprochées et ont conclu le présent acte de cession partielle d'entreprise (ci-après, l'« Acte de Cession »).

**CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**1. OBJET**

Aux termes de l'Acte de Cession, le Cédant, représenté par l'Administrateur Judiciaire, *ès-qualité*, cède, vend et transporte, en application des dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, en contrepartie du Prix de Cession (tel que ce terme est défini ci-après) et sans autre garantie que celle de leur existence, au Cessionnaire, qui accepte, les actifs corporels et incorporels composant le Fonds, lesquels constituent l'objet de la présente cession d'entreprise (ci-après, la « Cession »).

**2. PROPRIÉTÉ – JOUISSANCE**

**2.1 Transfert de Propriété**

Le Cessionnaire aura la pleine propriété des éléments corporels et incorporels composant le Fonds, objet de la Cession, à compter de la date de signature de l'Acte de Cession contre paiement par lui au Cédant du Prix de Cession (ci-après, la « Date du Transfert de Propriété »).

**2.2 Entrée en Jouissance**

- a) Le Cessionnaire a la jouissance des éléments corporels et incorporels composant le Fonds, objet de la Cession, depuis le 16 décembre 2015 à 00h00 (zéro heure) (ci-après, la « Date d'Entrée en Jouissance »).
- b) Compte tenu de l'urgence s'attachant au maintien de l'exploitation, les Parties ont conclu, le 18 décembre 2015, une convention d'entrée en jouissance, dont une copie figure en Annexe VIII, le temps nécessaire à la passation des actes de cession (ci-après, la « Convention d'Entrée en Jouissance »).
- c) En conséquence, à compter de la Date d'Entrée en Jouissance, le Cessionnaire a la jouissance pleine et entière de tous les droits et prérogatives attachés à l'exploitation du Fonds, objet de la Cession, ainsi que tous les bénéfices, charges et risques résultant de son exploitation.

**2.3 Exclusion des garanties de droit commun**

- a) Il est expressément rappelé que la Cession, soumise aux dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, n'est pas une vente de droit commun et intervient dans le cadre du plan de cession partielle de l'entreprise du Cédant, à la suite du dépôt de l'Offre Finale retenue conformément aux termes du Jugement de Cession. Elle implique donc l'existence d'un aléa exclusif de l'application des garanties prévues par le droit commun de la vente, ce qui a été et est, en tant que de besoin, expressément accepté par le Cessionnaire.
- b) Eu égard à ce qui précède, le Cessionnaire prendra les actifs corporels et incorporels composant le Fonds dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir exiger une quelconque indemnité de la part de l'Administrateur Judiciaire et du Mandataire Judiciaire.
- c) À cet égard, le Cessionnaire déclare :
  - (i) Qu'il a eu une bonne connaissance du Fonds cédé,

*Handwritten signature and initials: "f" and "DL" with a flourish below.*

- (ii) Que le Prix de Cession a été fixé par lui dans l'Offre Finale, à titre global, forfaitaire, et définitif, et
- (iii) Qu'il décharge l'Administrateur Judiciaire, le Mandataire Judiciaire ainsi que le Rédacteur (tel que ce terme est défini ci-après) de toute responsabilité liée à toute autorisation et déclaration administrative d'exploiter.

### 3. ÉLÉMENTS COMPOSANT LE FONDS CÉDÉ

#### 3.1 Le Fonds

Pour l'exploitation du Fonds, la SA E(YE) BRAIN est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 502 400 419.

Le Fonds, qui est exploité en son siège social et établissement principal sis 1 bis, rue Jean Le Galieu – 94200 Ivry-sur-Seine, comprend :

##### a) Les éléments incorporels

- (i) Les noms commerciaux, les dénominations et enseignes commerciales ;
- (ii) Les sites internet [www.evebrain.com](http://www.evebrain.com) et [www.evebrainpedia.com](http://www.evebrainpedia.com) ;
- (iii) Les contenus scientifiques, publications, données d'études ;
- (iv) La clientèle et l'achalandage attachés au Fonds (ci-après, la « Clientèle » ou les « Clients ») ;
- (v) Les agréments, certifications, qualifications et certificats techniques ;
- (vi) L'ensemble de toutes les marques déposées ou non, les logos et slogans y attachés, dont la liste figure en Annexe IX ;
- (vii) L'ensemble de tous les brevets et licences, les dessins et modèles dont la liste figure en Annexe X ;
- (viii) Les plans, moules, gabarits et dossiers techniques des produits ;
- (ix) L'ensemble des noms de domaine, déposés ou non ;
- (x) Les fichiers clients, les carnets de commandes et de prospects, les commandes en portefeuille ;
- (xi) Les fichiers fournisseurs et les conditions d'achats ;
- (xii) Les archives, les documentations et plaquettes commerciales et techniques ;
- (xiii) Les logiciels cessibles, programmes et fichiers informatiques, que ces derniers aient été développés en interne ou en externe, et dont la SA E(YE) BRAIN est propriétaire ou pour lesquels elle bénéficie d'une licence ;

- (xiv) L'intégralité des logiciels, noms de domaine, sites Internet, programmes, données et licences d'exploitation informatiques sur lesquels la SA E(YE) BRAIN détient des droits ;

Le cabinet SANTARELLI, conseil du Cessionnaire se chargera de procéder aux formalités requises d'inscription de la cession de tous droits de propriété intellectuelle acquis et requérant une formalité particulière. Par conséquent, Maître LACOMBE, *ès-qualité*, s'engage à signer tous actes qui pourraient être nécessaires à l'accomplissement des formalités d'inscription en dehors de l'Acte de Cession.

- (xv) Le droit de se dire subrogé dans le bénéfice des contrats transférés judiciairement aux termes du Jugement de Cession figurant en Annexe XI ;
- (xvi) Toutes les données et dossiers relatifs au personnel transféré conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail ;
- (xvii) Les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation du Fonds, dans la mesure où elles sont légalement cessibles, le Cessionnaire prenant en charge et à ses frais exclusifs les formalités relatives au changement d'exploitant dans le mois suivant la Date du Transfert de Propriété ;
- (xviii) Le droit de se présenter en qualité de successeur du Cédant, le Cédant autorisant expressément le Cessionnaire, pour les besoins de la poursuite de la relation commerciale avec les Clients, à se présenter en qualité de successeur du Cédant à compter de la Date d'Entrée en Jouissance ;

Et, plus généralement, tout actif incorporel nécessaire ou attaché à l'exploitation du Fonds. Le Cessionnaire déclare connaître les actifs incorporels repris, objet de la Cession, pour être entré en leur possession depuis la Date d'Entrée en Jouissance, dispense le Cédant d'en effectuer une plus ample description, déclare être rempli de ses droits, et renonce à toute réclamation à son encontre à cet égard.

b) Les éléments corporels

Il est rappelé, en tant que de besoin :

- (i) Que le Jugement de Sauvegarde n'a pas désigné de commissaire-priseur pour réaliser l'inventaire et la prise en compte des actifs de la SA E(YE) BRAIN,
- (ii) Que l'inventaire a donc été réalisé par la SA E(YE) BRAIN, conformément aux dispositions de l'article L. 622-6 du Code de commerce (Annexe XII), et
- (iii) Qu'un inventaire contradictoire des actifs corporels présents a été dressé le 15 janvier 2016 par Maître DIGARD, commissaire-priseur (Annexe XIII).

Conformément à l'Offre Finale et au Jugement de Cession, les éléments corporels cédés comprennent les actifs matériels et mobiliers, appartenant à la SA E(YE) BRAIN existant à la Date d'Entrée en Jouissance, à savoir :

- (i) Les installations techniques ;
- (ii) Les agencements qui peuvent être déménagés ;

- (iii) Les matériels médicaux et de test ;
- (iv) Les matériels et mobiliers de bureau et d'informatique ;
- (v) Les plaquettes commerciales et archives techniques, commerciales et sociales.

Le Cessionnaire déclare connaître les actifs corporels repris, objet de la Cession, pour être entré en leur possession depuis la Date d'Entrée en Jouissance, dispense le Cédant d'en effectuer une plus ample description.

### 3.2 Stocks

Le Cessionnaire reprend en l'état le stock de marchandises afférent à l'exploitation de l'Activité Cédée, les matières premières et approvisionnements, les encours de production de biens, les produits intermédiaires et finis détenus en pleine propriété par le Cédant et nécessaires à la poursuite d'exploitation existants à la Date d'Entrée en Jouissance (ci-après, les « Stocks »), non grevés de clause de réserve de propriété, d'un quelconque droit de rétention ou d'une sûreté quelconque visée à l'article L. 642-12, alinéa 4 du Code de commerce, tel que listé en Annexe XIV.

Le cas échéant, les coûts de restitution d'un élément de stock cédé au Cessionnaire en dépit de l'existence d'une clause de réserve de propriété, d'un quelconque droit de rétention, ou d'une quelconque sûreté ne pourront être mis à la charge du Cessionnaire, et resteront à la charge du créancier concerné.

### 3.3 Production et commandes

#### 3.4.1 Production

- a) Le Cessionnaire reprend l'ensemble des productions non facturées et existantes au jour de la Date d'Entrée en Jouissance.
- b) Le Cessionnaire déclare faire son affaire personnelle de l'achèvement des productions en cours au jour de la Date d'Entrée en Jouissance.
- c) Le Cessionnaire ne réclamera aucun remboursement des produits constatés d'avance par la SA E(YE) BRAIN et encaissés par cette dernière.

#### 3.4.2 Commandes

Le Cessionnaire fera son affaire des commandes en cours passées par le Cédant auprès de ses fournisseurs antérieurement à la Date d'Entrée en Jouissance et non livrées à ladite date, sous réserve que ces commandes aient été passées dans des conditions financières et commerciales normales et qu'elles soient utiles à la poursuite de l'exploitation.

### 3.4 Contrats cédés

- a) Conformément à l'Offre Finale et au Jugement de Cession, le Cessionnaire reprend l'ensemble des contrats considérés par lui comme nécessaires au maintien de l'activité, dont la liste figure en Annexe XI.
- b) Lesdits contrats seront transférés à la Date d'Entrée en Jouissance aux conditions résultant de leur lettre. Ainsi, le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations résultant des contrats transférés.

- c) Il est rappelé à cet égard que le Cessionnaire assumera la charge des sommes dues au titre desdits contrats *prorata temporis* se rapportant à leur exploitation à compter de la Date d'Entrée en Jouissance.
- d) Il est rappelé à toutes fins utiles que le Cédant ne peut garantir le transfert effectif des contrats cédés, le Cessionnaire devant alors faire son affaire personnelle de ce transfert.

### 3.5 Éléments exclus

La Cession porte sur l'ensemble des éléments d'actifs susvisés composant le Fonds, à l'exclusion de tout autre.

Sont notamment exclus de la Cession les biens corporels et incorporels suivants :

- (i) Tous les contrats non visés dans l'Offre Finale et/ou nullement énoncés aux termes du Jugement de Cession et dont la liste figure en Annexe XV ;
- (ii) L'ensemble du matériel et du mobilier déclarés en crédit-bail, leasing, location ou faisant l'objet d'une clause de réserve de propriété, à l'exception de ceux expressément repris par le Cessionnaire ;
- (iii) L'ensemble du mobilier et du matériel faisant l'objet de revendications régulières de la part de tiers ;
- (iv) Tout passif existant, quelle que soit sa nature, autre que celui postérieur à la Date d'Entrée en Jouissance, et à l'exception des engagements visés à l'article 4 ci-dessous.

## 4. CONTRATS DE TRAVAIL

### 4.1 Le personnel

- a) Le Cessionnaire reprend, conformément aux dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail, quatre (4) salariés affectés au Fonds, dont la liste détaillée figure en Annexe XVI.
- b) Le Cessionnaire devra, de façon générale, satisfaire à toutes les obligations concernant les salariés repris, notamment en ce qui concerne la sécurité sociale et la législation du travail, sans aucune exception, ni réserve.

### 4.2 Congés payés et autres avantages

- a) Le Cessionnaire reprend l'ensemble des droits acquis par les salariés repris, dont ceux au titre des congés payés, nés antérieurement au Jugement d'Ouverture sans *prorata temporis*.
- b) S'agissant des rémunérations fixes et variables de toute nature (prorata de primes périodiques, primes de résultat et gratifications de toute nature, éventuels crédits d'heures ou sommes dues dans le cadre de l'accord 35 heures), le Cessionnaire s'engage sans *prorata temporis* à prendre en charge la totalité de ces dernières pour l'ensemble des salariés repris.

## 5. ACQUIESCEMENT

- 5.1. Les Parties, par la signature de l'Acte de Cession, acquiescent inconditionnellement aux termes du Jugement de Cession.



- 5.2. Les Parties déclarent avoir été parfaitement informés des conséquences liées à cet acquiescement, telles que prévues par les articles 408 et suivants du Code de procédure civile.

## 6. ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

En raison du caractère de la Cession qui s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, le Cessionnaire dispense expressément le Cédant, ainsi que le Rédacteur d'énoncer l'origine de propriété du Fonds.

## 7. DROIT DE PRÉEMPTION COMMERCIAL

- 7.1. Conformément aux dispositions de l'article L. 642-5 alinéa 4 du Code de commerce, le droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux, et les baux commerciaux créé par la loi n°2005-882 du 02 août 2005 et inséré aux articles L. 214-1 et suivants du Code de l'urbanisme issu du décret n°2007-1827 du 26 décembre 2007 ne peut être exercé sur les fonds de commerce aliénés à l'occasion d'un plan de cession.
- 7.2. La Cession n'est donc pas soumise au droit de préemption commercial issu de la loi n°2005-882 du 02 août 2005.

## 8. CHARGES ET CONDITIONS

### 8.1 Charges Incombant au Cessionnaire

La Cession est faite sous les charges et conditions suivantes, que le Cessionnaire s'oblige expressément à exécuter et à accomplir, à savoir :

- (i) Prendre les éléments corporels et incorporels, objet de la Cession, dans leur état actuel, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni diminution du Prix de Cession pour cause de vétusté ou de dégradation. Il est ainsi expressément stipulé que le Cessionnaire a connaissance de l'ensemble des actifs constituant le Fonds, objet de la Cession, et qu'il renonce, par conséquent, à tout recours, revendication, et action quelconque contre le Cédant et Maître LACOMBE, *ès-qualité*, concernant l'ensemble des biens cédés ;
- (ii) À compter de la Date d'Entrée en Jouissance, percevoir, toutes les recettes et supporter *pro rata temporis*, toutes les charges de toute nature auxquelles l'exploitation du Fonds peut et pourra donner lieu ;
- (iii) Régler, à compter de la Date d'Entrée en Jouissance, les contributions et impôts résultant de l'exploitation du Fonds, étant précisé que tout paiement d'impôts ou de taxes nés de l'exploitation antérieure à la Date d'Entrée en Jouissance reste à la charge du Cédant ;
- (iv) Faire son affaire personnelle et à ses frais exclusifs de la souscription de toutes polices d'assurances, le Cédant s'engageant, s'il y a lieu, à résilier à ses frais les polices d'assurances se rapportant aux éléments corporels et incorporels, objets de la Cession ;
- (v) Exécuter les conditions du plan de cession d'entreprise, tel qu'arrêté par le Tribunal de commerce de Créteil aux termes du Jugement de Cession, conformément aux termes et conditions de l'Offre Finale, le tout à compter de la Date d'Entrée en Jouissance.



## 8.2 Prix de Cession

- a) La Cession des éléments corporels et incorporels dépendant du Fonds est consentie et acceptée de part et d'autre moyennant le prix global, forfaitaire et définitif de SOIXANTE CINQ MILLE (65.000,00) EUROS hors frais, droits, et taxes (ci-après, le « Prix de Cession »).

Le Prix de Cession se ventile de la manière suivante :

Reprise des actifs de la SA E(YE) BRAIN	Prix en euros
— Eléments incorporels	50.000,00
— Eléments corporels	15.000,00
<u>TOTAL</u>	<u>65.000,00</u>

- b) La division ci-dessus, faite uniquement pour satisfaire aux dispositions de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, codifiée aux articles L. 141-1 et suivants du Code de commerce, ne pourra être invoquée pour quelque cause que ce soit, nonobstant les évaluations qui pourraient résulter de documents, titres, pièces, ou expertises quelconques, le Prix de Cession représentant dans l'esprit des Parties la valeur intrinsèque du Fonds, et présentant un caractère forfaitaire lié à l'aléa affectant une vente judiciaire.

## 8.3 Règlement du Prix de Cession

La somme de SOIXANTE CINQ MILLE (65.000,00) EUROS a été réglée dès avant ce jour par le Cessionnaire par chèques de banque remis à Maître LACOMBE, *ès-qualité*, ce règlement correspondant à la valeur des éléments corporels et incorporels composant le Fonds.

## 8.4 Règlement du Stock

- a) Conformément au Jugement de Cession, le prix d'acquisition du Stock a été fixé à la somme de DOUZE MILLE NEUF CENT QUARANTE CINQ EUROS VIRGULE CINQUANTE (12.945,50€) correspondant à 25% de la valeur d'achat dudit Stock selon inventaire.
- b) En règlement du prix d'acquisition du Stock, le Cessionnaire a remis dès avant ce jour à Maître LACOMBE, *ès-qualité*, un chèque de DIX MILLE (10.000,00) EUROS.
- c) En complément, le Cessionnaire remet ce jour à Maître LACOMBE, *ès-qualité*, un chèque d'un montant de DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE CINQ EUROS VIRGULE CINQUANTE (2.945,50€) correspondant au solde du prix du Stock.
- d) Maître LACOMBE, *ès-qualité*, en consent bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

## 9. COMPTES PRORATA

- 9.1 L'Administrateur Judiciaire ou le Liquidateur pourront faire dresser par l'expert-comptable de leur choix et aux frais exclusifs du Cessionnaire des situations comptables et des comptes définitifs afin de déterminer les soldes débiteur et créateur du Cédant et du Cessionnaire.
- 9.2 Le solde après compensation des sommes dues à l'une ou l'autre des Parties sera réglé par tout moyen au plus tard cinq (5) jours ouvrés suivant établissement desdits documents.

DL  
vri

**10. DISPENSE DE DÉCLARATION SUR LES CHIFFRES D'AFFAIRES ET RÉSULTATS ET DE PRÉSENTATION ET DE VISA DES LIVRES COMPTABLES**

- 10.1 En raison de la situation du Cédant, ayant fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, et de la nature juridique de la Cession, consistant en une cession partielle d'entreprise ordonnée judiciairement, le Cessionnaire déclare contracter en pleine connaissance de cause et avoir disposé de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour procéder à la Cession.
- 10.2 En conséquence, le Cessionnaire dispense expressément le Cédant, l'Administrateur Judiciaire, le Mandataire Judiciaire/Liquidateur et le Rédacteur de l'énonciation des chiffres d'affaires, des résultats réalisés par la SA E(YE) BRAIN, de la présentation et du visa des livres comptables, ainsi que de l'inventaire, et déclare que la situation comptable et financière de la SA E(YE) BRAIN n'a pas été déterminante dans sa volonté d'acquérir le Fonds.
- 10.3 Le Cessionnaire en donne, dès à présent, toute décharge de responsabilité, sans restriction ni réserve, au Cédant, à l'Administrateur Judiciaire, au Mandataire Judiciaire/Liquidateur, ainsi qu'au Rédacteur à cet effet.

**11. DÉCLARATIONS DU CÉDANT**

Le Cédant déclare :

- (i) Que la Cession, soumise aux dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, est une vente judiciaire, et qu'à ce titre, elle présente un caractère forfaitaire, global, et aléatoire ;
- (ii) Qu'aux termes de l'article 1649 du Code civil, l'action résultant de la mise en œuvre de la garantie prévue aux articles 1641 et suivants du Code civil n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice ; et
- (iii) Qu'il existe, à sa connaissance, des inscriptions de privilèges et de nantissements ainsi qu'il résulte de l'état délivré par le greffe du Tribunal de commerce de Créteil en date du 22 septembre 2015 et ci-après annexé (Annexe XVII).

**12. ARCHIVES**

- 12.1 Les archives, documents comptables et sociaux, etc. (y compris sur support électronique) qui ont été remis au Cessionnaire resteront à la disposition de l'Administrateur Judiciaire et/ou du Mandataire Judiciaire/Liquidateur, le tout sans frais de garde, de conservation, ou de mise à disposition.
- 12.2 Le Cessionnaire s'engage à conserver les archives qui lui ont été remises pendant la durée légale. À l'expiration de la durée légale, le Cessionnaire s'engage à ne pas les détruire sans autorisation préalable du Cédant et à en donner accès à l'Administrateur Judiciaire, au Mandataire Judiciaire/Liquidateur, et au Cédant, à tout moment et à première demande de leur part. Ces derniers pourront effectuer des copies à leurs frais et faire procéder à toute extraction technique ou informatique de ces archives, le Cessionnaire s'engageant à apporter son concours pour la bonne fin des extractions.
- 12.3 En cas de cession subséquente, la présente obligation de conservation et de mise à disposition s'imposera au cessionnaire subséquent.

du  
7  
mi

### 13. DÉCLARATIONS DU CESSIONNAIRE

13.1 Monsieur Marc MASSONEAU, tant en son nom qu'en sa qualité de président de la SAS SURICOG, déclare :

- (i) Qu'il a été parfaitement informé que le certificat de non-appel du Jugement de Cession n'a pas été émis au jour de l'Acte de Cession et qu'il assume les risques qui y sont liés. En conséquence, le Cessionnaire en donne, dès à présent, toute décharge de responsabilité, sans restriction ni réserve, au Cédant, à l'Administrateur Judiciaire, au Mandataire Judiciaire/Liquidateur, es-qualités, ainsi qu'au Rédacteur à cet effet.

Le Cessionnaire déclare également dispenser ces mêmes personnes de lui justifier de l'obtention de ce certificat de non-appel et faire son affaire personnelle de toute procédure d'appel qui pourrait être éventuellement initiée à l'encontre du Jugement de Cession.

- (ii) Qu'il n'a jamais fait l'objet ni d'une condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à lui interdire l'exercice d'une activité commerciale ;
- (iii) Qu'il ne contrevient en aucune manière aux prescriptions de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier et du décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 relatifs aux modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- (iv) Que les associés et dirigeants de la SAS SURICOG n'ont aucun lien ni de parenté, ni de quelque nature que ce soit, avec les anciens associés et dirigeants du Cédant ;
- (v) Que le Cessionnaire ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- (vi) Que le Cessionnaire n'est pas en état de cessation des paiements ;
- (vii) Que le Cessionnaire reconnaît que les postes des salariés bénéficiant d'une protection particulière au titre d'un mandat lui seront transférés de plein droit en cas de refus de l'autorité compétente d'autoriser leur licenciement, et ce avec effet à la Date d'Entrée en Jouissance, à charge pour lui d'initier tout recours à l'encontre desdites décisions ;
- (viii) Que la SAS SURICOG est en parfaite conformité avec l'ensemble des dispositions administratives et légales régissant le Fonds, objet de la Cession, et qu'il fera son affaire personnelle de l'obtention à son profit de toute autorisation nécessaire et indispensable à son exploitation auprès de tout organisme concerné, le tout, sans recours quelconque contre le Cédant, l'Administrateur Judiciaire, le Mandataire Judiciaire/Liquidateur ainsi que le Rédacteur, et ce, de façon à ce que ceux-ci ne soient ni inquiétés, ni recherchés à ce sujet ; et
- (ix) Que la SAS SURICOG exploite le Fonds, objet de la Cession, sous sa responsabilité exclusive, depuis son immatriculation, conformément aux dispositions de l'article L. 642-8 du Code de commerce et de la Convention d'Entrée en Jouissance.

13.2 Messieurs Marc MASSONEAU et Vincent MIALET reconnaissent qu'ils seront tenus d'exécuter personnellement le plan de cession, conformément aux termes de l'Offre Finale et du Jugement de Cession, et, qu'à ce titre, ils devront effectuer un apport financier complémentaire de CENT MILLE (100.000,00) EUROS dans un délai de six (6) mois.

*De*  
*3 em*

#### 14. PRIVILÈGE -- PURGE -- MAINLEVÉE -- SÉQUESTRE -- OPPOSITION

##### 14.1 Privilège

- a) Il est ici précisé que, s'agissant d'une cession partielle d'entreprise soumise aux dispositions de l'article L. 642-1 et suivants du Code de commerce, le paiement du Prix de Cession fait obstacle à l'exercice, à l'encontre du Cessionnaire, des droits des créanciers inscrits sur le Fonds.
- b) Le Prix de Cession a déjà été reçu par le Liquidateur, conformément aux dispositions de l'article R. 631-42 du Code de commerce, et sera réparti par ce dernier entre les créanciers suivant leur rang, en application des dispositions de l'article R. 642-10 du Code de commerce.

##### 14.2 Mainlevée

- a) Conformément aux dispositions de l'article R. 642-38 du Code de commerce, le Cessionnaire pourra saisir, à ses frais exclusifs, Monsieur le Juge-Commissaire pour faire prononcer la radiation des inscriptions grevant le Fonds, à la condition que soit justifié l'accomplissement de la procédure de purge ou l'établissement d'une dispense de la part des créanciers inscrits.
- b) En ce qui concerne les inscriptions de privilèges généraux, ceux-ci ne comportant pas de droit de suite, les créances pour lesquelles ces inscriptions ont été prises seront remboursées par le Liquidateur, conformément aux dispositions de l'article R. 642-10 du Code de commerce.

##### 14.3 Séquestre

En conséquence du règlement du Prix de Cession par le Cessionnaire, ce dernier dispense le Cédant, l'Administrateur Judiciaire, et le Mandataire Judiciaire, ainsi que le Rédacteur, de toute obligation afférente à la constitution d'un séquestre.

##### 14.4 Opposition

La Cession intervenant dans le cadre des dispositions des articles L. 642-1 et suivants du Code de Commerce, il ne sera pas fait élection de domicile pour la réception des oppositions, les créanciers ayant d'ores et déjà été invités à déclarer leur créance entre les mains du Mandataire Judiciaire.

#### 15. DÉCLARATION DU RÉDACTEUR

- 15.1 La SELARL RACCAT, FALIH & ASSOCIÉS, prise en la personne de Maître Karim BENT-MOHAMED, Avocat inscrit au Barreau de Paris, demeurant 25, rue Lavoisier -- 75008 Paris déclare qu'il n'est pas intervenu dans la négociation et n'a fait que rédiger, au gré des Parties, les conventions arrêtées entre elles (ci-après, le « Rédacteur »).
- 15.2 Le Rédacteur rejette toute responsabilité éventuelle quant aux déclarations et énonciations des Parties, et précise, qu'en ce qui concerne les éventuels ajouts manuscrits insérés, le cas échéant, dans l'Acte de Cession, ils ont été faits en sa présence, à la demande et avec le consentement réciproque des Parties.
- 15.3 Enfin, il est rappelé qu'il s'agit, en l'espèce, de l'acte de régularisation d'une cession partielle d'entreprise, ordonnée aux termes du Jugement de Cession, conformément aux dispositions des articles L. 631-22 et L. 642-1 et suivants du Code de commerce, qui emporte autonomie de la Cession sur le plan juridique par rapport à tous autres textes de Loi.

*de*  
*mi*

## 16. PUBLICITÉ – FORMALITÉS LÉGALES ET FISCALES – FRAIS

### 16.1 Publicité légale

- a) Conformément aux dispositions des articles L. 141-12 et L. 642-5 du Code de commerce, la Cession est dispensée des formalités de publicité prévues par les articles L. 141-5 et suivants dudit Code.
- b) Le Cessionnaire s'engage, d'une manière générale, à faire tout ce qui sera utile et nécessaire à l'effet d'effectuer toutes formalités postérieures à la signature de l'Acte de Cession, et notamment effectuer toute demande, signer tout formulaire ou document, donner pouvoir aux fins de rendre la Cession opposable aux tiers.

### 16.2 Formalités d'enregistrement

Le Cessionnaire s'engage, au plus tard un (1) mois à compter de la date de signature de l'Acte de Cession, à procéder à l'enregistrement de l'Acte de Cession auprès de la recette des impôts compétente. Le Cessionnaire sera tenu de remplir, signer, et déposer en trois (3) exemplaires le formulaire n°2672 (*identification de la mutation*) et, si nécessaire, le formulaire n°2676 (*état détaillé et estimatif du matériel*) et de payer, le cas échéant, les droits de mutation dus et exigibles à raison de la Cession, en application de l'article 719 du Code général des impôts.

### 16.3 Formalités au Registre du Commerce et des Sociétés

Le Cessionnaire s'engage à accomplir toutes les formalités requises à raison de la Cession et du changement d'exploitant auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil, et des autorités administratives compétentes.

### 16.4 T.V.A.

- a) Les Parties reconnaissent, d'une part, être toutes redevables de la T.V.A. et, d'autre part, que la Cession entraîne la transmission d'une universalité partielle de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En outre, le Cessionnaire confirme qu'il entend exploiter l'universalité transmise par le Cédant.
- b) En conséquence, les livraisons de biens et prestations de services qui résultent de l'Acte de Cession sont dispensées de la T.V.A., conformément aux dispositions de l'article 257 bis du Code général des impôts.

### 16.5 Droits d'enregistrement et frais

- a) Les frais et droits au titre de l'Acte de Cession, et notamment les frais de publicité et d'enregistrement, ainsi que les formalités ci-dessus et les honoraires du Rédacteur seront supportés, conformément au Jugement de Cession et à l'article 1593 du Code civil, par le Cessionnaire, qui s'y oblige expressément.
- b) Conformément aux dispositions de l'article 1712 du Code général des impôts, les droits d'enregistrement dus au titre de l'Acte de Cession seront à la charge exclusive du Cessionnaire.

- c) La Cession, d'un montant de SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT TROIS EUROS VIRGULE QUATRE VINGT DIX (77.383,90€), en raison de l'intégration en sus du Prix de Cession de la charge augmentative liée à la prise en charge des congés payés d'un montant de DOUZE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT TROIS EUROS VIRGULE QUATRE VINGT DIX (12.383,90 €) à la Date d'Entrée en jouissance, est assujettie à un droit d'enregistrement faisant application du barème suivant :

Fraction du prix en euros	Imposition totale
Inférieure ou égale à 23.000 €	0 %
Comprise entre 23.000 € et 200.000 €	3 %
Au-delà de 200.000 €	5 %

- d) Compte tenu du barème ci-dessus rappelé, la Cession est assujettie à un droit d'enregistrement d'un montant de MILLE SIX CENT TRENTE ET UN EUROS VIRGULE CINQUANTE DEUX (1.631,52 €) qui sera réglé par le Cessionnaire au moyen d'un chèque de banque libellé à l'ordre du Trésor Public.

#### 16.6 Pouvoirs

Les Parties confèrent tout pouvoir aux porteurs d'un original de l'Acte de Cession pour effectuer toutes publications, recueillir toutes inscriptions, et, plus généralement, accomplir toutes formalités subséquentes, dont l'inscription de ladite Cession par extrait ou en intégralité au Registre National des Marques de l'INPI.

#### 17. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

- 17.1 Conformément aux dispositions de l'article 850 du Code général des impôts, les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, dont elles ont pris connaissance, que l'Acte de Cession exprime l'intégralité du prix convenu et déclarent être informées des dispositions des articles L. 15 et L. 55 du Livre des procédures fiscales.

- 17.2 Les Parties reconnaissent avoir été informées par le Rédacteur des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

- 17.3 Le Rédacteur affirme que l'Acte de Cession n'est, à sa connaissance, ni contredit, ni modifié par une quelconque contre-lettre contenant une augmentation du Prix de Cession.

#### 18. ÉLECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATION

- 18.1 Pour l'exécution de l'Acte de Cession, les Parties font élection de domicile, le Cédant en l'étude de Maître LACOMBE, *ès-qualité* et le Cessionnaire en son siège social.

- 18.2 Toute notification sera faite aux Parties par lettre recommandée avec avis de réception adressée au domicile élu ou par télécopie confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception.

- 18.3 Les Parties conviennent, en outre, de se communiquer toute information, et tout document requis du fait des stipulations de l'Acte de Cession.

*Handwritten signature and initials*

19. LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

19.1 L'Acte de Cession est soumis pour sa validité, son interprétation et son exécution au droit français.

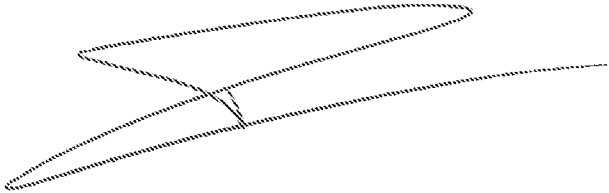
19.2 Les litiges auxquels pourraient donner lieu la formation, l'interprétation, ou l'exécution de l'Acte de Cession seront, conformément aux dispositions de l'article R. 652-3 du Code de commerce, de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Créteil qui a prononcé le Jugement de Sauvegarde et arrêté le plan de cession partielle de la SA E(YE) BRAIN aux termes du Jugement de Cession.

Fait à Paris, le 09 février 2016,

En SIX (6) exemplaires originaux, dont DEUX (2) pour les formalités, UN (1) pour l'Administrateur Judiciaire, UN (1) pour le Mandataire Judiciaire, UN (1) pour le Cessionnaire, et UN (1) pour le Rédacteur.

Pour le Cédant,

Pour le Cessionnaire,



SELASU David LACOMBE

Nom : Maître David LACOMBE

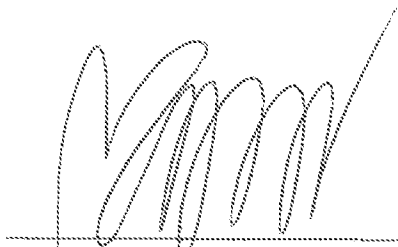
Titre : Administrateur Judiciaire de la SA E(YE) BRAIN

SAS SURICOG

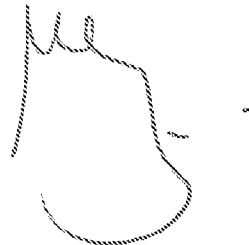
Nom : Marc MASSONEAU

Titre : Président

Personnes Tenues à l'Exécution du Plan



Vincent MIALET



Marc MASSONEAU

### LISTE DES ANNEXES

Demeureront annexés à l'Acte de Cession, après visa des Parties, les documents ci-après énoncés, lesquels forment avec l'Acte de Cession un seul et même document :

- ANNEXE I : Cahier des Charges
- ANNEXE II : Offre Initiale du 09 octobre 2015
- ANNEXE III : Offre Améliorée du 20 octobre 2015
- ANNEXE IV : Note complémentaire du 09 novembre 2015
- ANNEXE V : Courrier du 03 décembre 2015 et note complémentaire du 04 décembre 2015
- ANNEXE VI : Jugement de Cession en date du 16 décembre 2015
- ANNEXE VII : Jugement en date du 20 janvier 2016
- ANNEXE VIII : Convention d'Entrée en jouissance en date du 18 décembre 2015
- ANNEXE IX : Tableau récapitulatif des droits de propriété intellectuelle
- ANNEXE X : Portefeuille de brevets
- ANNEXE XI : Liste des contrats transférés judiciairement
- ANNEXE XII : Inventaire des biens de la SA E(YE) BRAIN
- ANNEXE XIII : Inventaire de récolement en date du 15 janvier 2016
- ANNEXE XIV : Inventaire du stock
- ANNEXE XV : Liste des contrats exclus
- ANNEXE XVI : Liste des salariés repris
- ANNEXE XVII : Etat des inscriptions de privilèges grevant le fonds de commerce de la SA E(YE) BRAIN délivré le 22 septembre 2015 par le Greffe du Tribunal de commerce de Créteil

de 7 mi



ANNEXE X

g  
DL Vh

Résumé Brevet	Etat de dossier	Ref	Sauterail Ref	Pays	Titre	Date Dépôt	N° dépôt	Date Brevet	Détails	Date Annonce au Soleil	Année
e(ye)BRAIN	En cours	Dispositif d'oculomotricité	B100284	EUROPE	Procédé et système de mise en évidence d'anomalies oculomotrices	31/03/2010	10717760.8		OFFICI 10/03/2016 Réponse à notification 71.3 OFFICI 10/03/2016 Réponse à notification 71.3 (Ing) Notification selon Règle 71(3) CBE	31/03/2016	7
e(ye)BRAIN	En cours		B100288	EUROPE	Système de détection in vivo d'une zone fonctionnelle du cerveau humain entraînant en cas de lésion un syndrome de négligence spatiale unilatérale	25/05/2010	10728816.5			31/05/2016	7
e(ye)BRAIN	En cours	EYE TRACKER	B100156	EUROPE	Système optique de suivi de mouvements oculaires et dispositif support associé	07/04/2011	111719340.3			30/04/2016	6
e(ye)BRAIN	En cours		B110332	EUROPE	Détection d'une anomalie oculomotrice chez un sujet par test de recherche visuelle	10/09/2012	12769785.3			31/08/2016	5
e(ye)BRAIN	En cours	N° 2 Dyslexie	B120389	EUROPE	Procédé et système de collecte d'un paramètre de saccade de retour lors d'un test visuel et utilisation pour diagnostiquer un trouble oculomoteur	27/11/2013	13850788.1		OFFICI 21/01/2016 Réponse à la notification technique selon la règle 16(1) et la règle 162 CBE	30/11/2016	4
e(ye)BRAIN	En cours	EYE TRACKER	B100156	FRANCE	Système optique de suivi de mouvements oculaires et dispositif support associé	09/04/2010	10527100	18/12/2015		30/04/2016	7
e(ye)BRAIN	En cours	Brevet (Hémi-négligence)	B100288	FRANCE	Système de détection in vivo d'une zone fonctionnelle du cerveau humain entraînant en cas de lésion un syndrome de négligence spatiale unilatérale	26/05/2010	10833483			31/05/2016	8
e(ye)BRAIN	En cours	Dispositif d'oculomotricité	B100284	FRANCE	Procédé et système de détection d'anomalies oculomotrices	01/04/2009	09832102			30/04/2016	8
e(ye)BRAIN	En cours		B110332	FRANCE	Procédé de détection d'une anomalie oculomotrice chez un sujet par test de recherche visuelle, et un système d'aide à une telle détection	11/08/2011	1157308	17/07/2015		31/08/2016	5
e(ye)BRAIN	En cours	N° 2 Dyslexie	B120389	FRANCE	Procédé et système de collecte d'un paramètre de saccade de retour lors d'un test visuel et utilisation pour diagnostiquer un trouble oculomoteur	30/11/2012	1381551	09/01/2015		30/11/2016	5
e(ye)BRAIN	En préparation		B130365	FRANCE	MIRE						
e(ye)BRAIN	En cours		B130419	FRANCE	Procédé et système de détermination d'endophénotypes caractéristiques d'une maladie, telle la schizophrénie	14/11/2013	1381152	18/12/2015		30/11/2016	4
e(ye)BRAIN	En cours		B130419	PCT	Procédé et système de détermination d'endophénotypes caractéristiques d'une maladie, telle la schizophrénie	10/11/2014	13967		OFFICI 14/06/2016 Surveillance engagement Chap III		
e(ye)BRAIN	En cours	Dispositif d'oculomotricité	B100284	USA	Method and system for revealing oculomotor abnormalities	31/03/2010	13056033		OFFICI 08/12/2015 Réponse à la notification technique n° 3 Non final office action 1.2 mois		
e(ye)BRAIN	En cours	EYE TRACKER	B100156	USA	Optical system for tracking ocular movements and associated support device	07/04/2011	13689121	28/07/2015		28/01/2016	1
e(ye)BRAIN	En cours		B110332	USA	DETECTION OF AN OCULOMOTOR ABNORMALITY IN A SUBJECT BY MEANS OF A VISUAL SEARCH TEST	10/08/2012	14236659				
e(ye)BRAIN	En cours	N° 2 Dyslexie	B120389	USA	Method and system for collecting a return saccade parameter during a visual test, and use for diagnosing an oculomotor disorder	27/11/2013	14648589				

Signed Version

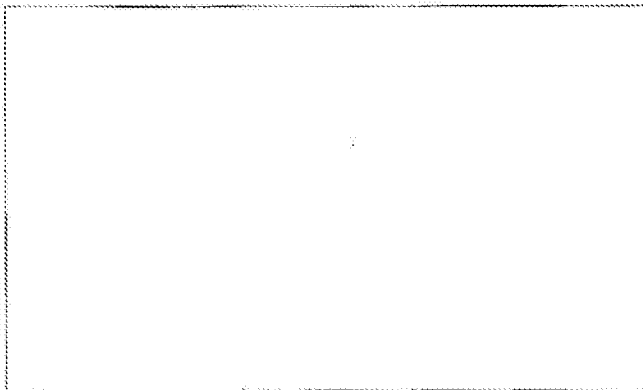
---

**COMPANY DEED OF TRANSFER**

*(Articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code)*

---

Box reserved for records



## **CONTENTS**

<b>1 .</b>	<b>PURPOSE.....</b>	<b>8</b>
<b>2 .</b>	<b>OWNERSHIP - ENJOYMENT .....</b>	<b>8</b>
<b>3 .</b>	<b>ELEMENTS COMPOSING THE ASSIGNED BUSINESS .....</b>	<b>9</b>
<b>4 .</b>	<b>EMPLOYMENT CONTRACTS .....</b>	<b>12</b>
<b>5 .</b>	<b>CONSENT .....</b>	<b>12</b>
<b>6 .</b>	<b>ORIGIN OF PROPERTY .....</b>	<b>13</b>
<b>7 .</b>	<b>COMMERCIAL PREEMPTION RIGHT.....</b>	<b>13</b>
<b>8 .</b>	<b>TERMS AND CONDITIONS.....</b>	<b>13</b>
<b>9 .</b>	<b>PRORATED ACCOUNTS .....</b>	<b>14</b>
<b>1 0 .</b>	<b>EXEMPTION FROM DECLARATION OF TURNOVER AND RESULTS AND PRESENTATION AND APPROVAL OF ACCOUNTING RECORDS .....</b>	<b>14</b>
<b>1 1 .</b>	<b>DECLARATIONS OF THE ASSIGNOR.....</b>	<b>15</b>
<b>1 2 .</b>	<b>ARCHIVES .....</b>	<b>15</b>
<b>1 3 .</b>	<b>DECLARATIONS OF THE ASSIGNEE.....</b>	<b>16</b>
<b>1 4 .</b>	<b>LIEN - DISCHARGE - RELEASE - ESCROW - OPPOSITION.....</b>	<b>17</b>
<b>1 5 .</b>	<b>DECLARATION OF THE DRAFTER .....</b>	<b>17</b>
<b>1 6 .</b>	<b>DISCLOSURE - LEGAL AND TAX FORMALITIES - COSTS .....</b>	<b>18</b>
<b>1 7 .</b>	<b>STATEMENT OF TRUTH .....</b>	<b>19</b>
<b>1 8 .</b>	<b>ADDRESS FOR SERVICE AND NOTIFICATION .....</b>	<b>19</b>
<b>1 9 .</b>	<b>APPLICABLE LAW - ALLOCATION OF JURISDICTION .....</b>	<b>20</b>
	<b>LIST OF APPENDICES .....</b>	<b>21</b>

**BETWEEN THE UNDERSIGNED:**

- (1). **SELASU David LACOMBE**, represented by **Mr David Lacombe**, legal director registered on the national list, domiciled at his office located at 4, Place de Wagram - 75017 Paris,  
Hereafter referred to as the "**Court-ordered administrator**" or "**Mr Lacombe**",

**Acting for the purposes of this document in his capacity as Court-Appointed Administrator of the company:**

**E(YE) BRAIN**, société anonyme [French limited liability company] with a board of directors and a share capital of €535,060.40, with its registered office at 1 bis, rue Jean Le Galleu 94200 Ivry-sur-Seine, registered in the Créteil Trade and Companies Register under the number 502 400 419, represented by the aforementioned Legal Administrator,

Hereafter referred to as the "**SA E(YE) BRAIN**" or the "**Assignor**",

**Role to which he was appointed under the terms of the Safeguarding Ruling (as this term is defined hereafter), kept in the role under the terms of the Receivership Ruling (as this term is defined hereafter), with an assistance task and specifically authorised for the purposes of this document under the terms of the Transfer Ruling (as this term is defined hereafter).**

**PARTY OF THE FIRST PART.**

**AND:**

- (2). **SURICOG**, société par actions simplifiée [French simplified joint-stock company] with a share capital of €22,200, with its registered office at 130 rue de Lourmel - 75015 Paris, registered in the Paris Trade and Companies Register under the number 7593 041 310, and represented by Mr Marc Massoneau, acting for the purposes of this document in his capacity as chairman, duly authorised for this purpose,

Hereafter referred to as the "**SAS SURICOG**" or the "**Assignee**",

**PARTY OF THE SECOND PART.**

The Assignor and the Assignee are hereafter individually referred to as the "**Party**" and collectively as the "**Parties**".

**IN THE PRESENCE OF:**

- (3). **Mr Marc Massoneau**, born on 20 February 1959 in Oujda (Morocco), of French nationality, residing at 27, rue des Ecoles in Tillières-sur-Avre (27520),

**AND:**

- (4). **Mr Vincent Hugues Emile Mialet**, born on 13 December 1969 in Paris (75015), of French nationality, residing at 8C Ch du Clos-Alpestre, 1222 Vesenaz (Switzerland),

Mr Massoneau and Mr Mialet are hereafter collectively referred to as the "**Persons Required to Execute the Plan**".

**THE FOLLOWING WAS HEREBY AGREED:**

- (A) The SA E(YE) BRAIN carried out a research, development and marketing activity for digital tools for the diagnosis of neurological diseases, which forms the company covered by this partial company transfer, in accordance with the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code (hereafter the "Business").
- (B) Following the ruling of 5 August 2015, the Créteil Commercial Court launched safeguarding procedures for the SA E(YE) BRAIN (hereafter the "**Safeguarding Ruling**").
- (C) The Safeguarding Ruling appointed:
  - (i) Mr Didier Renoult as supervisory judge (hereafter the "**Supervisory Judge**")
  - (ii) The SELASU David LACOMBE, represented by Mr David Lacombe, as court-appointed administrator, and
  - (iii) Mr Gilles Pellegrini, official receiver registered on the national list, whose office is located at 4, le Parvis de Saint-Maur - 94106 Saint-Maur-des-Fossés, as official receiver (hereafter the "**Official Receiver**"),

It is hereby specified that the claimants were invited to submit their claims to the Official Receiver within a period of two (2) months of publication of the Opening Ruling in the Official Journal of Civil and Commercial Notices.

- (D) Given the limited liquidities and difficulties of the SA E(YE) BRAIN, Mr Lacombe launched a tender which commenced in September 2015 and finished on 9 October 2015, and completed the disclosure formalities provided for by law, in order to encourage takeover bids (**Appendix I**).
- (E) Following the ruling of 18 November 2015, the Créteil Commercial Court converted the safeguarding proceedings into receivership proceedings, in order to examine the takeover bids in the context of a full transfer (hereafter the "**Receivership Ruling**").
- (F) The Receivership Ruling maintained the procedural bodies and entrusted Mr Lacombe, in his official capacity, with the task of assisting the SA E(YE) BRAIN.
- (G) On 9 October 2015, the SAS SURICOG sent a takeover bid to the Court-Appointed Administrator (hereafter the "**Initial Bid**") (**Appendix II**).
- (H) The Initial Bid was improved for the first time in a letter from the counsel dated 20 October 2015 (**Appendix III**), then a second time on 9 November 2015 (hereafter collectively referred to as the "**Improved Bid**") (**Appendix IV**).
- (I) The Improved Bid was the subject of a letter from the counsel of the SAS SURICOG dated 3 December 2015 and an additional notice dated 4 December 2015, which form the Initial Bid and the Improved Bid (the "**Final Bid**") (**Appendix V**).
- (J) The Court-Appointed Administrator proceeded to present the takeover bids during the hearing held on 9 December 2015 before the Créteil Commercial Court.

- (K) Following the ruling dated 16 December 2015, in accordance with the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, the Créteil Commercial Court ordered the partial transfer of the tangible and intangible assets of the SA E(YE) BRAIN to the SAS SURICOG, directed by Mr March Massoneau, under the terms of the Final Bid and the conditions set out in this document, and in accordance with the declarations made to the Council Chamber (hereafter the "**Transfer Ruling**").
- (L) The provisions of the Transfer Ruling, a copy of which is included in **Appendix VI**, is fully reiterated hereafter:

#### **ON THESE GROUNDS**

After having deliberated, the Court, ruling in a full hearing in the first instance,

Based on the report of the supervisory judge,

Whereas the recommendation of the ministry,

Whereas articles L. 631-22 et seq of the French Commercial Code

Approves the transfer of the SA E(YE) BRAIN - 1 bis rue Jean Le Galleu 94200 IVRY SUR SEINE, registered in the CRETEIL Trade and Companies Register under the number 502400419 B572,

To the SURICOG company, société par actions simplifiées [French simplified joint-stock company] with a share capital of €22,000, with its registered office located at 130 rue de Lourmel 75015 PARIS, registered in the PARIS Trade and Companies Register under the number B 793041310,

Under the following conditions:

- Price: €65,000 excluding taxes, duties, fees, broken down as follows:

. intangible elements: 50,000 euros,  
. tangible elements: 15,000 euros,

Appoints Mr Digard/Pestel Debord as auctioneer,

Stocks: 25% of the purchase value based on the inventory conducted by the auctioneer

Orders the transfer, pursuant to the provisions of article L. 1224-1 of the French Labour Code, of 4 employment contracts corresponding to the following positions:

- 1 sales representative,
- 1 research assistant,
- 1 computer development engineer,
- 1 R&D and technical director,

States that the assignee shall cover all the paid leave and accrued rights owed to the transferred employees,

Authorises the dismissal on economic grounds of 4 employees, whose employment contracts correspond to the following positions:

- 1 head of marketing and communication,
- 1 after-sales service technician,
- 1 scientific director,
- 1 general secretary,

States that the sum of €65,000 paid by the assignee to the administrator is specifically allocated to guaranteeing the correct fulfilment of all the commitments made under the bid,

States that in the event of failure by the assignee on any grounds, namely if they fail to formalise the deed of transfer within a period of two months, the total sum of the transfer price shall be allocated to the proceedings as damages,

Orders the transfer of the following contracts, pursuant to article L. 642-7 of the French Commercial Code:

All the clinical studies
Collaboration contract n° 09025A10
Amendment 1 - Contract 09025A10
Amendment 2 - Contract 09025A10
Amendment 3 - Contract 09025A10
Amendment 4 - Contract 09025A10
Amendment 5 - Contract 09025A10
Recommendation CPP13219
ICIVI research contract n° 130307A
CPP recommendation
LYLO - CHU Bordeaux invoice
CPP recommendation
CPP recommendation - Amendment to ICM research contract no. 130307A
COCTDAH - Rouffach research contract
CPP recommendation
Eurostars - CONSORTIUM AGREEMENT - SIGNED VERSION
CPP recommendation
CPP recommendation
Health PAC
Consortium agreement Enhance H2020
UCSF
STAE 2014-12-18 manufacturing contract
Medical Device Agreement
Contract LNE GMED 2014.07 01
Amendment contract SQ 5 . LNE - EYEBRAIN
Transported goods
Civil liability insurance
General conditions Biomedical research sponsor
Diagdys project compliance
Mocdoc project compliance
Siraboc project compliance
Stirniang project compliance
Emailing - MailChimp
OVH domain names
Novéo - Computer development
SoYouStart server
• Sirategigual (quality)
EasyredmIne
Salesforce
Neurolite - Swiss distributor
Lempereur (Benelux)



States that the other contracts are not taken over,

Sets the enjoyment on the date this ruling is delivered

Appoints Mr Marc Massoneau and Mr Vincent Mialet in their official capacities to execute the plan on behalf of the SURICOG company, notify them of the commitments made in this respect, namely and additional contribution of €100,000 within a period of 6 months,

States that the fees, duties and costs fixed and calculated in addition shall be covered by the assignee,

Keep Mr Didier Renoult, supervisory judge, in his role, until the definitive publication of the liquidator's financial statements,

Keep Mr David Lacombe in his role as court-appointed administrator, with the task provided for in article L 631-22 of the French Commercial Code, until the deeds of transfer are formalised.

Keep Mr Gilles Pellegrini in his role as official receiver until the deeds of transfer are formalised, the end of the claim verification procedure, and the end-of-assignment report

States that the fees will be used to cover the receivership costs, as a priority.

**11<sup>th</sup> and final page**

**On behalf of the president in his absence**

**[SIGNATURES]**

- (M) It is hereby specified that the partial citation of the Transfer Ruling in the introduction of the Deed of Transfer (as this term is defined hereafter) does not alter the provisions thereof; each Party declares that they will refer to the Transfer Ruling in its entirety.
- (N) The Transfer Ruling appointed the Court-Appointed Administrator, granting him the power to carry out the procedures necessary for the completion of the Transfer (as this term is defined hereafter)
- (O) In accordance with the provisions of articles L. 642-5 and R. 661-1 of the French Commercial Code, the Transfer Ruling is enforceable against all parties and may be lawfully enforced on a provisional basis.
- (P) Following the judgement of 20 January 2016 (**Appendix VII**), the Créteil Commercial Court declared the legal liquidation of the SA E(YE) BRAIN and appointed Mr Gilles Pellegrini as liquidator (hereafter the "Liquidator").
- (Q) It was under these conditions that the Parties met and concluded this deed of partial company transfer (hereafter the "**Deed of Transfer**").

**THE FOLLOWING WAS HEREBY AGREED:**

**1 . PURPOSE**

Under the terms of the Deed of Transfer, the Assignor, represented by the Court-Appointed Administrator, in his official capacity, transfer, sells and transports the tangible and intangible assets that form the Business, which constitute the subject of this company transfer (hereafter the "**Transfer**"), pursuant to the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, in return for the Transfer Price (as this term is defined hereafter) and without any guarantee other than their existence, to the Assignee, who accepts this.

**2 . OWNERSHIP - ENJOYMENT**

**2.1 Transfer of Ownership**

The Assignee shall have full ownership of the tangible and intangible elements that form the Business covered by the Transfer, from the date of signature of the Deed of Transfer in exchange for payment by the Assignee of the Transfer Price (hereafter the "**Date of Transfer of Ownership**").

**2.2 Enjoyment**

- a) The Assignee has had enjoyment to the tangible and intangible elements that form the Business covered by the Transfer since 00:00 (midnight) on 16 December 2015 (hereafter the "**Date of Enjoyment**").
- b) Given the urgency attached to continuing operations, on 18 December 2015, the Parties signed an enjoyment agreement, a copy of which is included in **Appendix VIII**, for the time necessary to finalise the deeds of transfer (hereafter the "**Enjoyment Agreement**").
- c) As a result, from the Date of Enjoyment, the Assignee has fully enjoyment of all the rights and prerogatives attached to the operation of the Business covered by the Transfer, as well as all the benefits, charges and risks stemming from its operation.

**2.3 Exclusion of common-law guarantees**

- a) It is expressly reiterated that the Transfer, which is subject to the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, is not a common-law sale, and is carried out under the framework of the Assignor's partial company transfer plan, following the submission of the Final Bid accepted in accordance with the terms of the Transfer Ruling. It therefore implies the existence of an exclusive contingency for the application of the guarantees provided for by common-law sales, which was, and is, expressly accepted by the Assignee, as required.
- b) In light of the above, the Assignee shall take over the tangible and intangible assets that form the Business in the condition in which they are found, without the right to claim any compensation from the Court-Appointed Administrator and the Official Receiver.
- c) In this respect, the Assignee declares:
  - (i) That they are familiar with the transferred Business,

- (ii) That the Transfer Price was set by them in the Final Bid, on an all-inclusive, fixed and final basis, and
- (iii) That they release the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver, and the Drafter (as this term is defined hereafter) from all liability linked to any administrative authorisation and declaration to operate.

### **3. ELEMENTS THAT FORM THE TRANSFERRED BUSINESS**

#### **3.1 The Business**

For the operation of the Business, the SA E(YE) BRAIN is registered in the Créteil Trade and Companies Register under the number 502 400 419.

The Business, which is operated from the registered office and main establishment located at 1 bis, rue Jean Le Galleu - 94200 Ivry-sur-Seine, is composed of:

##### **a) The intangible elements**

- (i) Commercial names, trade and business names;
- (ii) The websites [www.eyebrian.com](http://www.eyebrian.com) and [www.eyebrianpedia.com](http://www.eyebrianpedia.com);
- (iii) The scientific content, publications, study data;
- (iv) The clientele and customer base attached to the Business (hereafter the "**Clientele**" or the "**Customers**")
- (v) The approvals, certifications, qualifications and technical certificates;
- (vi) All the registered and non-registered trademarks and related logos and slogans, a list of which is included in **Appendix IX**;
- (vii) All the licences, patents, designs and models, a list of which is included in **Appendix X**;
- (viii) The plans, moulds, templates and technical product files;
- (ix) All the registered and unregistered domain names;
- (x) The customer sheets, order books and potential clientele, order portfolios;
- (xi) The supplier sheets and purchase conditions;
- (xii) The archives, documentation and commercial and technical brochures;
- (xiii) The transferable software, programmes and computer files, whether these were developed internally or externally, and which are owned by the SA E(YE) BRAIN or for which they hold a licence;

- (xiv) All the software, domain names, websites, programmes, data and digital use licences for which the SA E(YE) BRAIN holds the rights;

The SANTARELLI firm, counsel of the Assignee, is responsible for completing the required formalities for the registration of the transfer of all intellectual property rights acquired and which require specific formalities. As a result, Mr Lacombe, in his official capacity, undertakes to sign all documents that may be necessary for the fulfilment of the registration formalities, other than the Deed of Transfer.

- (xv) The right to be subrogated in the benefit of the contracts legally transferred under the terms of the Transfer Ruling included in **Appendix XI**;
- (xvi) All the data and files relating to the staff transferred in accordance with article L. 1224-1 of the French Labour Code;
- (xvii) The administrative authorisations necessary for the operation of the Business, insofar as they are legally transferable, with the Assignee solely responsible for the cost of the formalities relating to the change of operator in the month following the Date of Transfer of Ownership;
- (xviii) The right to claim the status as the successor of the Assignor, with the Assignor expressly authorising the Assignee to claim to be the successor of the Assignor from the Date of Enjoyment, for the purposes of the continuation of commercial relationships with Customers;

And, more generally, any intangible assets necessary or related to the operation of the Business. The Assignee declares to be familiar with the transferred intangible assets covered by the Transfer, of which they took possession from the Date of Enjoyment, and therefore exempts the Assignor from providing a more detailed description, to have exercised its rights, and waives the right to lodge any claim against the Assignor in this respect.

**b) The tangible elements**

It is reiterated, as necessary:

- (i) That the Safeguarding Ruling did not appoint an auctioneer to carry out the inventory and valuation of the assets of the SA E(YE) BRAIN,
- (ii) That the inventory was therefore carried out by the SA E(YE) BRAIN, in accordance with the provisions of article L. 622-6 of the French Commercial Code (**Appendix XII**), and
- (iii) That a joint inventory of the tangible assets present was drawn up on 15 January 2016 by Mr Digard, auctioneer (**Appendix XIII**).

In accordance with the Final Bid and the Transfer Ruling, the tangible elements transferred include the material and movable assets belonging to the SA E(YE) BRAIN in existence on the Date of Enjoyment, namely:

- (i) The technical installations;
- (ii) The movable fittings;

- (iii) The medical and testing equipment;
- (iv) The office and computer equipment and furniture;
- (v) The commercial brochures and technical, commercial and corporate archives.

The Assignee declares to be familiar with the transferred intangible assets covered by the Transfer, of which they took possession from the Date of Enjoyment, and therefore exempts the Assignor from providing a more detailed description.

### **3.2 Stocks**

The Assignee takes over the stock of goods relating to the operation of the Transferred Activity, the raw materials and consumables, the goods under production, the intermediate and finished products fully owned by the Assignor and necessary for the continued operation, that are in existence and in the conditions in which they are found on the Date of Enjoyment (hereafter the "Stocks"), not encumbered by a retention of title clause, lien or collateral cited in article L. 642-12, paragraph 4 of the French Commercial Code, as listed in Appendix XIV.

Where applicable, the Assignee cannot be held liable for the costs of returning an element of stock transferred to the Assignee despite a retention-of-title clause, lien or collateral; the claimant concerned shall remain liable for these costs.

### **3.3 Production and orders**

#### **3.4.1 Production**

- a) The Assignee takes over all the non-invoiced productions in existence on the Date of Enjoyment.
- b) The Assignee declares to be personally responsible for the completion of the productions under construction on the Date of Enjoyment.
- c) The Assignee shall not claim any reimbursement of income deferred by the SA E(YE) BRAIN and received by this party.

#### **3.4.2 Orders**

The Assignee shall be responsible for the pending orders placed by the Assignor with its suppliers prior to the Date of Commencement of Enjoyment, not delivered by this date, provided that these orders were placed under normal financial and commercial conditions, and that they are useful for business continuity.

### **3.4 Assigned contracts**

- a) In accordance with the Final Bid and the Transfer Ruling, the Assignee shall take over all the contracts it considers necessary for maintaining activity, a list of which is included in **Appendix XI**.
- b) The aforementioned contracts shall be transferred to the Date of Commencement of Enjoying, under the conditions set out therein. In this way, the Assignor shall be subrogated in all the rights and obligations under the transferred contracts.

- c) In this respect, it is reiterated that the Assignee shall cover the costs owed under these contracts *on a prorated basis* based on their operation from the Date of Commencement of Enjoyment.
- d) For all intents and purposes, it is reiterated that the Assignor cannot guarantee the effective transfer of the assigned contracts; the Assignee is responsible for this transfer.

### 3.5 Excluded elements

The Transfer relates to all the aforementioned assets that form the Business, to the exclusion of any other.

The following tangible and intangible assets are excluded from the Transfer:

- (i) Any contracts not cited in the Final Bid and/or in no way described under the terms of the Transfer Ruling, a list of which is included in **Appendix XV**;
- (ii) All the equipment and furniture declared as a lease, rental, hire, or being the subject of a retention of title clause, to the exclusion of those expressly recovered by the Assignee;
- (iii) All furniture and equipment subject to lawful third-party claims
- (iv) Any existing liabilities, regardless of the nature, other than those subsequent to the Date of Enjoyment, with the exception of the commitments cited in article 4 below.

## 4.EMPLOYMENT CONTRACTS

### 4.1 Staff

- a) In accordance with the provisions of article L. 1224-1 of the French Labour Code, the Assignee shall take over **four (4) employees** assigned to the business, a list of which is included in **Appendix XVI**.
- b) Generally, the Assignee must fulfil all the obligations concerning the employees it takes over, namely with regard to social security and labour legislation, without any exceptions or reservations.

### 4.2 Paid leave and other benefits

- a) The Assignee shall take over all the rights accrued by the transferred employees, including paid leave, accrued prior to the Opening Ruling, *on a non-prorated basis*.
- b) With regard to fixed and variable remuneration of any kind (prorated periodic bonuses, profit bonuses and incentives of any nature, potential time off in lieu or amounts owed in the context of the 35-hour agreement), the Assignee undertakes to cover all these benefits for all the transferred employees, on a prorated basis.

## 5. CONSENT

- 5.1. By signing the Deed of Transfer, the Parties unconditionally consent to the terms of the Transfer Ruling.

- 5.2. The Parties declare that they have been fully informed of the consequences linked to this consent, as provided for by articles 408 et seq of the French Code of Civil Procedure.

## **6. ROOT OF TITLE**

Due to the nature of the Assignment, which falls under the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, the Assignee expressly exempts the Assignor, as well as the Drafter, from stating the root of title of the Business.

## **7. COMMERCIAL PREEMPTION RIGHT**

- 7.1. In accordance with the provisions of article L. 642-5, paragraph 4 of the French Commercial Code, the preemption right of municipalities to the businesses, trades, and commercial leases created by the law n°2005-882 of 2 August 2005, inserted in articles L. 214-1 et seq of the French Town Planning Code, stemming from the decree n°2007-1827 of 26 December 2007 may not be exercised with regard to business disposed of under a deed of transfer.
- 7.2. The Transfer is therefore not subject to the commercial preemption right stemming from the law n°2005-882 of 2 August 2005.

## **8. CHARGES AND CONDITIONS**

### **8.1 Charges for which the Assignee is liable**

The Transfer is carried out subject to the following charges and conditions, which the Assignee expressly agrees to execute and fulfil, namely:

- (i) Take over the tangible and intangible elements of the Transfer in their current condition, without the right to claim any compensation or reduction of the Transfer Price due to dilapidation or degradation. It is therefore expressly stipulated that the Assignee is familiar with all the assets of which the Business subject to Transfer is composed, and they therefore waive the right to lodge any appeal, claim or action against the Assignor and Mr Lacombe, in his official capacity, regarding all the assets assigned;
- (ii) From the Date of Enjoyment, receive all income and cover all charges of any kind which may arise from the operation of the Business, on a prorated basis;
- (iii) From the Date of Enjoyment, pay the contributions and taxes stemming from the operation of the Business, with the understanding that the Assignor remains liable for any payment of taxes or charges stemming from the operation prior to the Date of Enjoyment;
- (iv) Personally take out any insurance policies at their own expense, with the Assignor undertaking to terminate the insurance policies relating to the tangible and intangible assets covered by the Transfer, if applicable;
- (v) Fulfil the conditions of the company transfer plan, as approved by the Créteil Commercial Court under the terms of the Transfer Ruling, in accordance with the terms and conditions of the Final Bid, from the Date of Enjoyment.

## 8.2 Transfer Price

a) The Transfer of the tangible and intangible elements that form the Business is granted and accepted by both sides in exchange for the fixed, comprehensive and final price of **SIXTY-FIVE THOUSAND (65,000.00) EUROS** excluding duties, taxes and fees (hereafter, the "Transfer Price").

The Transfer Price is broken down as follows:

Takeover of the assets of the SA E (YE) BRAIN	Price in euros
— Intangible elements	50,000.00
— Tangible elements	15,000.00
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>65,000.00</u></b>

b) The division above is solely indicated to fulfil the provisions of the law of 17 March 1909 relating to the sale and pledge of businesses, codified in articles L. 141-1 et seq of the French Commercial Code, cannot be invoked on any grounds, notwithstanding the valuations that may result from any documents, titles, extracts or expert assessments; in the eyes of the Parties, the Transfer Price represents the intrinsic value of the Business, and demonstrates a fixed-rate linked to the contingency affecting a legal sale.

## 8.3 Payment of the Transfer Price

The sum of **SIXTY-FIVE THOUSAND (65,000.00) EUROS** was paid by the Assignee prior to this date, by cheque presented to Mr Lacombe, *in his official capacity*, ; this payment corresponds to the value of the tangible and intangible elements that form the Business.

## 8.4 Payment of Stock

- a) In accordance with the Transfer Ruling, the Stock acquisition price was set at the sum of **TWELVE THOUSAND, NINE HUNDRED AND FORTY-FIVE EUROS AND FIFTY CENTS (€12,945.50)**, which corresponds to 25% of the purchase value of the aforementioned Stock, based on the inventory.
- b) Prior to this date, the Assignee provided Mr Lacombe, in his official capacity, with a cheque for **TEN THOUSAND (10,000.00) EUROS**, as payment of the acquisition price for the Stock.
- c) In addition, the Assignee today provided Mr Lacombe, in his official capacity, with a cheque for **TWO THOUSAND, NINE HUNDRED AND FORTY-FIVE EUROS AND FIFTY CENTS (€2,945.50)**, which corresponds to the balance of the price for the Stock.
- d) Mr Lacombe, in his official capacity, acknowledges valid receipt, subject to the deposit of the cheque.

## 9. PRORATED ACCOUNTS

- 9.1 The Court-Appointed Administrator or Liquidator may have the accounting position and financial statements drawn up by an accountant of their choice, at the sole expense of the Assignee, in order to determine the debit and credit balances of the Assignor and the Assignee.
- 9.2 After offsetting the amounts owed to each Party, the balance owed shall be paid by any method, no more than five (5) days following the preparation of the aforementioned documents.



**10. EXEMPTION FROM DECLARATION OF THE TURNOVER AND RESULTS AND PRESENTATION AND APPROVAL OF ACCOUNTING RECORDS**

- 10.1 Due to the situation of the Assignor, which was placed under receivership and the legal nature of the Transfer, which consists of a court-ordered partial company transfer, the Assignee declares that it enters into the agreement in full knowledge of the facts, and has had access to all the material facts necessary to proceed with the Transfer.
- 10.2 As a result, the Assignee expressly exempts the Assignor, the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver/Liquidator and the Drafter from declaring the turnover and profit generated by the SA E(YE) BRAIN, the presentation and approval of the accounting records, as well as the inventory, and declares that the accounting and financial position of the SA E(YE) BRAIN was not a determining factor in its desire to acquire the Business.
- 10.3 The Assignee hereby releases the Assignor, the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver/Liquidator, and the Drafter from all liability in this respect, without restrictions or reservations.

**11. DECLARATIONS OF THE ASSIGNOR**

The Assignor declares:

- (1) That the Transfer, which is subject to the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, is a court-ordered sale, and in this respect, it is of a flat-rate, all-inclusive and unpredictable nature;
- (ii) That under the terms of article 1649 of the French Civil Code, action stemming from the enforcement of the guarantee provided for in articles 1641 et seq of the French Civil Code is not admissible in court-ordered sales; and
- (iii) That, to their knowledge, the liens and pledges listed on the statement issued by the clerk of the Créteil Commercial Court exist as of 22 September 2015, appended hereafter (Appendix XVII).

**12. ARCHIVES**

- 12.1 The archives, accounting and corporate documents, etc. (including those in digital format) provided to the Assignee shall remain available to the Court-Appointed Administrator and/or the Official Receiver/Liquidator, without custodian, retention or provision fees.
- 12.2 The Assignee undertakes to preserve the archives provided to it for the legally required period. Following the legally required retention period, the Assignee undertakes not to destroy the archives without the prior authorisation of the Assignor, and to grant access to the Court-Appointed Administrator, Official Receiver/Liquidator and Assignor at any time and upon first request. These parties may make copies at their own expense and carry out any technical or digital extraction from these archives; the Assignee undertakes to provide its support for the completion of these extractions.
- 12.3 In the event of a subsequent transfer, this retention and provision obligation shall pass to the subsequent assignee.

### 13. DECLARATIONS OF THE ASSIGNEE

13.1 Mr Marc Massoneau declares the following in his own name and in his capacity as chairman of the SAS SURICOG:

- (i) That he has been fully informed that the certificate of non-appeal of the Transfer Ruling has not been issued on the date of the Deed of Transfer, and that he assumes the related risks. As a result, the Assignee hereby releases the Assignor, the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver/Liquidator, in their official capacities, and the Drafter, from all liability in this respect.

The Assignee also declares that they exempt these parties from providing proof of the issue of this certificate of non-appeal; the Assignee shall be responsible for any appeal proceedings that may be brought against the Transfer Ruling.

- (ii) That he has never been the subject of a criminal conviction of a civil or administrative sanction liable to prohibit him from exercising a commercial activity;
- (iii) That he is in no way violating the provisions of article L. 561-2 of the French Monetary and Financial Code, and the decree n°2009-1535 of 10 December 2009 relating to the methods of verification of adherence to the obligations relating to the fight against money-laundering and the funding of terrorism;
- (iv) That the shareholders and directors of the SAS SURICOG have no links, even family links, of any nature, to the former shareholders and directors of the Assignor;
- (v) That the Assignee is not subject to any safeguarding, receivership, or court-ordered liquidation proceedings;
- (vi) That the Assignee is not in a state of legal insolvency;
- (vii) That the Assignee acknowledges that the positions of employees who benefit from specific protection under a mandate shall be lawfully transferred in the case of refusal by the competent authority to authorise their dismissal, with effect from the Date of Enjoyment, with the Assignee liable for launching any appeals against these decisions;
- (viii) That the SAS SURICOG is in full compliance with all the administrative and legal provisions that govern the Business subject to Transfer, and that he shall be personally responsible for obtaining any necessary authorisation required for operation from any concerned body, without any right of recourse against the Assignor, the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver/Liquidator and the Drafter, so that these parties are held harmless in this respect; and
- (ix) That the SAS SURICOG has operated the Business subject to Transfer under its sole liability since its registration, in accordance with the provisions of article L. 642-8 of the French Commercial Code and the Enjoyment Agreement.

13.2 Mr Marc Massoneau and Mr Vincent Mialet acknowledge that they shall be required to personally execute the transfer plan, in accordance with the terms of the Final Bid and the Transfer Ruling, and to this end, they must make an additional financial contribution of **ONE HUNDRED THOUSAND (100,000.00) EUROS** within a period of six (6) months.

## **14. LIEN - DISCHARGE - RELEASE - ESCROW - OPPOSITION**

### **14.1 Lien**

- a) It is hereby specified that as this is a partial company transfer subject to the provisions of article L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, the payment of the Transfer Price prevents the exercise against the Assignee of the rights of registered claimants to the Business.
- b) The Transfer Price has already been received by the Liquidator, in accordance with the provisions of article R. 631-42 of the French Commercial Code and shall be divided between the claimants by the Liquidator, based on their ranking, pursuant to the provisions of article R. 642-10 of the French Commercial Code.

### **14.2 Release**

- a) In accordance with the provisions of article R. 642-38 of the French Commercial Code, the Assignee may bring a case before the Supervisory Judge to declare the removal of registrations that encumber the Business, subject to evidence of the completion of the mortgage discharge procedure or the creation of an exemption from the registered claimants.
- b) With regard to the registration of general privileges, as these do not include consequential rights, the claims for which these registrations were made shall be repaid by the Liquidator, in accordance with the provisions of article R. 642-10 of the French Commercial Code.

### **14.3 Escrow**

As result of the payment of the Transfer Price by the Assignee, this party exempts the Assignor, the Court-Appointed Administrator, the Official Receiver and the Drafter from any obligation relating to escrow proceedings.

### **14.4 Opposition**

As the Transfer if carried out under the framework of the provisions of article L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, no address for service shall be provided for the receipt of oppositions, as the claimants have previously been invited to declare their claim to the Official Receiver.

## **15. DECLARATION OF THE DRAFTER**

- 15.1 The SELARL RACCAT, FALIH & ASSOCIÉS, represented by Mr Karim Bent- Mohamed, Lawyer registered with the Paris Bar, residing at 25, rue Lavoisier - 75008 Paris, declares that it is was not involved in the negotiations and only drafted the agreements made between the Parties, in accordance with their wishes (hereafter, the "Drafter").
- 15.2 The Drafter denies all potential liability with regard to the declarations and statements of the Parties, and with regard to any potential handwritten additions to the Deed of Transfer, specifies that these were made in its presence, at the request of and with the mutual consent of the Parties.
- 15.3 Finally, it is reiterated that this document represents the formalising document for a partial company transfer, ordered under the terms of the Transfer Ruling, in accordance with the provisions of articles L. 631-22 and L. 642-1 et seq of the French Commercial Code, which implies the separation of the Transfer from other legal texts, from a legal perspective.

## **16. DISCLOSURE - LEGAL AND TAX FORMALITIES - COSTS**

### **16.1 Legal disclosure**

- a) In accordance with the provisions of articles L. 141-12 and L. 642-5 of the French Commercial Code, the Transfer is exempt from the disclosure formalities provided for by articles L. 141-5 et seq of the aforementioned Code.
- b) Generally, the Assignee undertakes to do everything useful and necessary for the purposes of completing all formalities subsequent to the signing of the Deed of Transfer, namely carrying out any request, signing any form or document, granting any powers for the purposes of ensuring the Transfer is enforceable against third parties.

### **16.2 Registration formalities**

The Assignee undertakes to complete the registration of the Deed of Transfer with the competent tax office within one (1) month of the date of signing the Deed of Transfer. The Assignee shall be required to complete, sign and submit three (3) copies of form n°2672 (identification of the transfer) and, if necessary, form n°2676 (detailed and estimated breakdown of equipment) and to pay any transfer duties owed for the Transfer, in accordance with article 719 of the French General Tax Code.

### **16.3 Trade and Companies Register Formalities**

The Assignee undertakes to complete all the formalities required for the Transfer and the change of operator with the Créteil Trade and Companies Register and the competent administrative authorities.

### **16.4 V.A.T.**

- a) In addition, the Parties acknowledge that they are all liable for V.A.T. and that the Transfer entails the transfer of a partial totality of assets under the terms of article 257 bis of the French General Tax Code. Moreover, the Assignee confirms that it intends to operate the totality transferred by the Assignor.
- b) As a result, the deliveries of assets and service provisions that stems from the Deed of Transfer are exempt from V.A.T., in accordance with the provisions of article 257 bis of the French General Tax Code.

### **16.5 Registration duties and fees**

- a) The fees and duties for the Deed of Transfer, namely the publication and registration fees, as well as the formalities described above and the fees of the Drafter, shall be covered by the Assignee, who is expressly accepts this, in accordance with the Transfer Ruling and article 1593 of the French Civil Code.
- b) In accordance with the provisions of article 1712 of the French General Tax Code, the Assignee shall be solely liable for the registration duties owed for the Deed of Transfer.

- c) The Transfer, for a sum of **SEVENTY-SEVEN THOUSAND, THREE HUNDRED AND EIGHTY-THREE EUROS AND NINETY CENTS (€77,383.90)**, due to the addition to the Transfer Price of the increased charge linked to the takeover of paid leave, totalling **TWELVE THOUSAND, THREE HUNDRED AND EIGHTY-THREE EUROS AND NINETY CENTS (€12,383.90)** on the Date of Enjoyment, is subject to a registration duty to which the following scale is applicable:

Fraction of the price in euros	Total tax rate
Less than or equal to €23,000	0 %
Between €23,000 and €200,000	3 %
Above €200,000	5 %

- c) Based on the scale set out above, the Transfer is subject to registration duties totalling **ONE THOUSAND, SIX HUNDRED AND THIRTY-ONE EUROS AND FIFTY-TWO CENTS (€1,631.52)**, which will be paid by the Assignee by cheque made out to the Public Treasury.

#### **16.6 Powers**

The Parties grant all powers to the holder of an original copy of the Deed of Transfer to carry out all the publications, collect all registrations, and more generally, fulfil all subsequent formalities, including the registration of the Transfer, in part or in full, in the INPI's National Trademark Register.

#### **17. DECLARATION OF SINCERITY**

- 17.1 In accordance with the provisions of article 850 of the French General Tax Code, the Parties declare, subject to the penalties set out by article 1837 of the French General Tax Code, of which they are aware, that the Deed of Transfer expresses the full price agreed; they also declare to be aware of the provisions of articles L. 15 and L. 55 of the book of tax procedures.
- 17.2 The Parties acknowledge having been informed by the Drafter of the penalties and sanctions incurred in the event of a false declaration.
- 17.3 The Drafter declares that to their knowledge, the Deed of Transfer has not been contradicted or modified by any counter-deed that contains an increase of the Transfer Price.

#### **18. ADDRESS FOR SERVICE AND NOTIFICATION**

- 18.1 For the execution of the Deed of Transfer, the Assignor lists their address at the office of Mr Lacombe, in his official capacity, while the Assignee lists their address at their registered office.
- 18.2 All notifications shall be sent to the Parties by letter sent registered post with acknowledgement of receipt to the address indicated, or by fax confirmed by letter sent registered post with acknowledgement of receipt.
- 18.3 In addition, the Parties agree to communicate to each other any information and documents required under the stipulations of the Deed of Transfer.

## **19.APPLICABLE LAW - ALLOCATION OF JURISDICTION**

19.1 The validity, interpretation and execution of the Deed of Transfer is subject to French law.

19.2 In accordance with the provisions of article R. 662-3 of the French Commercial Code, any disputes which may arise in connection with the formation, interpretation, or execution of the Deed of Transfer shall fall under the exclusive competence of the Créteil Commercial Court, which delivered the Safeguarding Ruling and approved the partial transfer plan of the SA E(YE) BRAM under the terms of the Transfer Ruling.

Signed in Paris, 9 February 2016,

In SIX (6) original copies, TWO (2) for formalities, ONE (1) for the Court-Appointed Administrator, ONE (1) for the Official Receiver, ONE (1) for the Assignee, and ONE (1) for the Drafter.

**On behalf of the Assignor**

**On behalf of the Assignee**

[SIGNATURE]

[SIGNATURE]

**SELASU David Lacombe**

Name: Mr David Lacombe

Title: Court-Appointed Administrator of the SA E(YE) BRAIN

**SAS SURICOG**

Name: Marc Massoneau

Title: Chairman

**Persons Required to Execute the Plan**

[SIGNATURE]

[SIGNATURE]

\_\_\_\_\_  
Vincent Mialet

\_\_\_\_\_  
Marc Massoneau

## **LIST OF APPENDICES**

After approval, the documents listed hereafter are appended to the Deed of Transfer; these form a single document with the Deed of Transfer:

- APPENDIX I:** Specifications
- APPENDIX II:** Initial Bid of 9 October 2015
- APPENDIX III:** Improved Bid of 20 October 2015
- APPENDIX IV:** Additional note of 9 November 2015
- APPENDIX V:** Letter dated 3 December 2015 and additional note dated 4 December 2015
- APPENDIX VI:** Transfer Ruling dated 16 December 2015
- APPENDIX VII:** Ruling dated 20 January 2016
- APPENDIX VIII:** Enjoyment Agreement dated 18 December 2015
- APPENDIX IX:** Intellectual property rights summary table
- APPENDIX X:** Patent portfolio
- APPENDIX XI:** List of legally transferred contracts
- APPENDIX XII:** Inventory of goods of the SA E(YE) BRAIN
- APPENDIX XIII:** Inventory check dated 15 January 2016
- APPENDIX XIV:** Inventory of stock
- APPENDIX XV:** List of excluded contracts
- APPENDIX XVI:** List of transferred employees
- APPENDIX XVII :** Statement of registration of liens encumbering the business of SA E(YE) BRAIN issued on 22 September 2015 by the Clerk of the Créteil Commercial Court

**APPENDIX X**

**PATENT**

**REEL: 046556 FRAME: 0264**



Applicant	Case status	Ref.	Santarelli Ref.	Country	Title	Submission Date	Submission N°	Issue Date	Deadlines	Current annuity date	Annuity
e/y/e/BRAIN	Pending	Oculomotor device	B100284	EUROPE	Method and system to detect oculomotor abnormalities	31/03/2010	10717700.8			31/03/2016	7
e/y/e/BRAIN	Pending		B100258	EUROPE	System for in-vivo detection of a functional area of the human brain where damage results in a case of a hemi-spatial neglect	25/05/2010	10728818.5		OFFICI 10/03/2016 Response to notification 71.3 OFFICI 10/03/2016 Response to notification 71.3 (1/09) Notification according to the rule 71(3) CBE	31/05/2016	7
e/y/e/BRAIN	Pending	EYE TRACKER	B100156	EUROPE	Optical system for tracking ocular movements and associated support device	07/04/2011	1719340.9			30/04/2016	6
e/y/e/BRAIN	Pending		B110332	EUROPE	Method of detection of an oculomotor abnormality in a subject by means of a visual search test	10/08/2012	12759795.3			31/08/2016	5
e/y/e/BRAIN	Pending	N°2 Dyslexia	B120388	EUROPE	Method and system for collecting a return saccade perimeter during a visual test, and use for diagnosing an oculomotor disorder	27/11/2013	13920788.1		OFFICI 21/01/2016 Response to the technical notification according to the rule 161 (1) and rule 162 CBE	30/11/2016	4
e/y/e/BRAIN	Pending	EYE TRACKER	B100156	FRANCE	Optical system for tracking ocular movements and associated support device	09/04/2010	1052720	19/12/2015		30/04/2016	7
e/y/e/BRAIN	Pending	Patent (Hemi-spatial neglect)	B100258	FRANCE	System for in-vivo detection of a functional area of the human brain where damage results in a case of a hemi-spatial neglect	26/05/2009	09653463			31/05/2016	8
e/y/e/BRAIN	Pending	Oculomotor device	B100284	FRANCE	Method and system to detect oculomotor abnormalities	01/04/2009	0952102			30/04/2016	8
e/y/e/BRAIN	Pending		B110332	FRANCE	Method of detection of an oculomotor abnormality in a subject by means of a visual search test, and a system to assist with such detection	11/08/2011	1157308	17/07/2015		31/08/2016	6
e/y/e/BRAIN	Pending	N°2 Dyslexia	B120388	FRANCE	Method and system for collecting a return saccade parameter during a visual test, and use for diagnosing an oculomotor disorder	30/11/2012	1261521	09/01/2015		30/11/2016	5
e/y/e/BRAIN	In preparation		B130085	FRANCE	TEST CARD						
e/y/e/BRAIN	Pending		B130419	FRANCE	Procedure and system for determining endophenotypes characteristics of a disease, such as schizophrenia	14/11/2013	1361152	16/12/2015		30/11/2016	4
e/y/e/BRAIN	Pending		B130419	PCT	Procedure and system for determining endophenotypes characteristics of a disease, such as schizophrenia	10/11/2014	PCT/FR2014/052867		OFFICI 14/05/2016 Monitoring commitment Chap III		
e/y/e/BRAIN	Pending	Oculomotor device	B100284	USA	Method and system for revealing oculomotor abnormalities	31/03/2010	13258.033		OFFICI 08/12/2015 Response to the technical notification n°3 Non-final office action + 2		
e/y/e/BRAIN	Pending	EYE TRACKER	B100156	USA	Optical system for tracking ocular movements and associated support device	07/04/2011	13639121	28/07/2015		28/01/2019	1
e/y/e/BRAIN	Pending		B110332	USA	DETECTION OF AN OCULOMOTOR ABNORMALITY IN A SUBJECT BY MEANS OF A VISUAL SEARCH TEST	10/08/2012	14236650				
e/y/e/BRAIN	Pending	N°2 Dyslexia	B120388	USA	Method and system for collecting a return saccade parameter during a visual test, and use for diagnosing an oculomotor disorder	27/11/2013	14648589				

PATENT

RECORDED: 07/16/2018

REEL: 046556 FRAME: 0265